

FICHE DE PRESENTATION

1- Les enjeux géostratégiques de l'Amazonie brésilienne.

2- Chef de Bataillon (Terre) Gauthier Christophe (France).

3- 28 févr. 00.

4- Division C.

5-Mémoire de stratégie.

6-Résumé :

L'Amazonie brésilienne, la terre inexplorée qu'il convenait de coloniser pour affirmer l'unité du pays au temps des premiers dirigeants modernes, est maintenant la terre menacée qu'il faut récupérer à ses saccageurs. La région perdue, sans intérêt, où seuls les fous tentaient leur chance, est devenue une des régions de plus importante au monde en terme de concentration minière pour tous les industriels internationaux.

Quoi qu'il en soit, l'Amazonie brésilienne reste une terre de contrastes où cohabitent, souvent pour le pire, indiens, *seringueiros* (récolteurs de sève d'hévéa), *garimpeiros* (orpailleurs) et *fazendeiros* (éleveurs de bétail terre), et où les militaires se sentent, encore aujourd'hui, investis d'une mission de pacification, souvent exécutée dans la terreur et la brutalité. Le jeu trouble et tortueux que mènent tous les acteurs du feuilleton amazonien, gouvernement fédéral y compris, souligne encore l'importance que revêt cette région, tant sur le plan économique que sur le plan de la politique, intérieure ou extérieure.

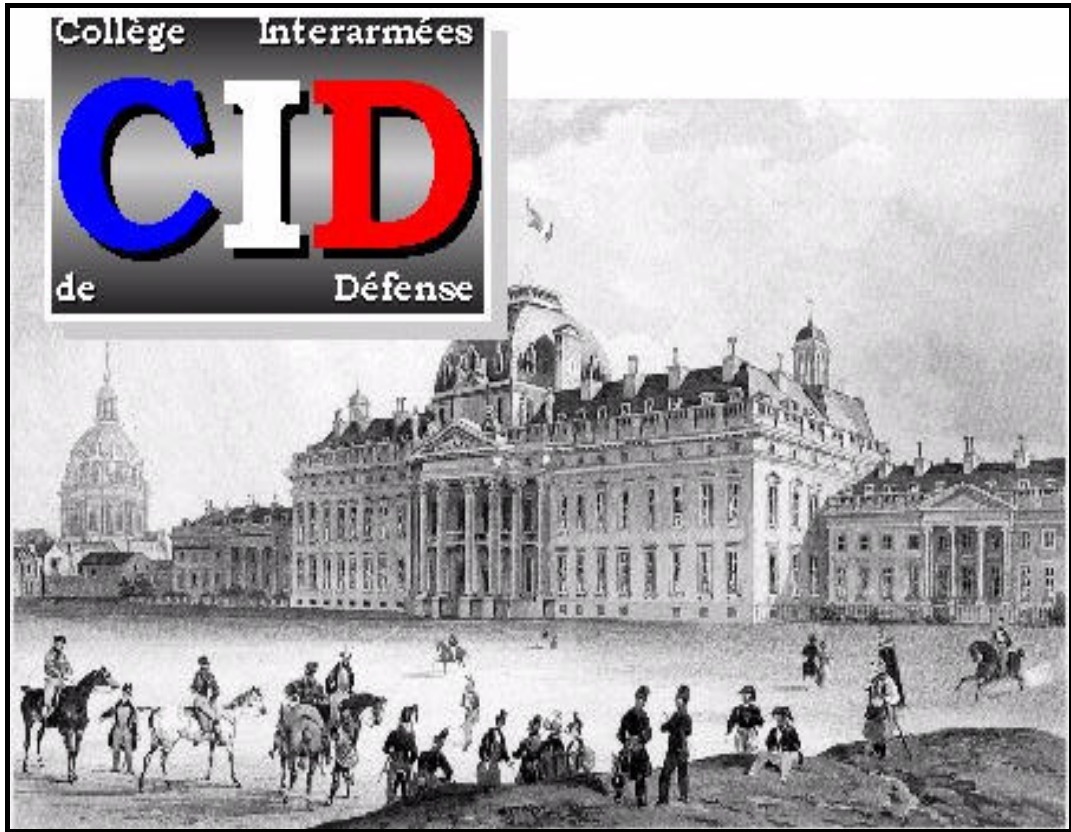
L'Amazonie semble donc bien être cette dernière frontière, dernière frontière humaine, dans l'espace pour l'armée brésilienne, dans le temps pour les indigènes menacés d'extinction, dernière frontière des aventuriers en quête d'émotions, dernière frontière enfin des affrontements politiques et économiques.

Ainsi, le "lobby" militaire brésilien n'est pas totalement condamnable dans sa volonté de préserver pour le Brésil cette région peu développée. Il le devient lorsqu'il cherche à donner cet élan par une exploitation à outrance des ressources ou par des alliances douteuses.

Cependant, le plan Calha Norte (gouttière nord) est symptomatique d'une volonté de sauvetage d'un territoire livré aux convoitises diverses. Eliminer le fléau de l'orpaillage sauvage, intégrer les indiens et assurer la sûreté des frontières face aux puissances étrangères sont des objectifs louables, voire peut-être fondamentaux pour le Brésil.

Encore faut-il espérer que le gouvernement saura juger durement et sévèrement les responsables de malversations ou de violations des lois en Amazonie, afin de mettre fin à toute accusation de collusion avec les fossoyeurs de la région. Ensuite, les militaires, toujours présents dans les organes dirigeants du pouvoir, doivent avoir en tête les termes du projet tel que le définissait le général Tinico et laisser de côté pour un temps les écrits de Golbery.

7-Mots clefs : Amérique latine, Brésil, Amazonie, Calha Norte.



Mémoire de stratégie



**Les enjeux géostratégiques
de l'Amazonie brésilienne**

Table des matières

INTRODUCTION	2
Première Partie	4
Les grandes phases de l'expansion	4
A - La conquête et l'exploitation des territoires avant 1964 :	4
B - Les raisons de la reconquête de l'Amazonie brésilienne par les militaires :	7
C - Les moyens de la reconquête :	10
Deuxième Partie	13
Amazonie : le temps des Pharaons	13
A - Le cimetière des projets grandioses et son dernier géant :	13
B - Nationalisme et pillage néo-colonial :	15
C - Le développement au service d'intérêts stratégiques :	18
Troisième Partie	21
« La gouttière nord »	21
A - La croisade christiano-marxiste :	21
B - Gueux et aventuriers :	23
C - Désert des Tartares ou nouvel élan ?	27
CONCLUSION	31
ANNEXES	32
BIBLIOGRAPHIE	45

Sommaire des annexes

Carte générale du Brésil	32
L'organisation de la conquête	33
L'indépendance	34
Formation des états d'Amérique latine	35
Occupation du territoire	36
Le Brésil et ses ressources	37
Le réseau routier	38
Les conquêtes de l'Amazonie, l'Amazonie d'aujourd'hui	39
Manœuvre d'intégration du territoire nationale (d'après Golbery)	40
Les troupes spéciales de frontière	41

Les enjeux géostratégiques de l'Amazonie brésilienne



INTRODUCTION

« Ici, rien ne débouche sur rien. »⁽¹⁾

Enfer vert ou Eldorado ? Depuis près de 500 ans, la forêt amazonienne alimente de nombreux mythes, à commencer par celui de ces femmes guerrières, les Amazones, qui donnèrent leur nom à cette vaste entité géographique. Paradis de ceux qui, aujourd'hui encore, l'exploitent, sanctuaire de milliers de pauvres hères venus y chercher fortune, l'Amazonie est à l'origine de nombreuses polémiques et reste un sujet très sensible et controversé, aussi bien au sein des nations qui la composent que sur la scène internationale.

Depuis sa découverte, en 1500, par le navigateur portugais Cabral, le Brésil s'est développé à raison de grandes migrations internes qui chaque fois repoussaient un peu plus loin les frontières du pays. Les militaires, ou leurs ancêtres « conquistadores », ont de fait joué un rôle essentiel dans cette colonisation progressive. Cette marche en avant permanente leur semblait de toute façon vitale pour assurer un minimum de sécurité à l'état qui prenait forme.

En Amazonie brésilienne, près de 4 millions de kilomètres carrés de superficie, les frontières représentent quasiment 6 500 kilomètres. Cette donnée géographique seule permet de comprendre l'intérêt que peuvent encore porter actuellement les militaires à cette partie du pays. De plus, un rapide examen des richesses que possède cet ensemble amazonien explique mieux encore que le Brésil se préoccupe en permanence de sa frontière Nord, même si l'on voit mal qui ou quoi pourrait menacer le « géant brésilien ».

Quoi qu'il en soit, l'Amazonie brésilienne reste une terre de contrastes où cohabitent, souvent pour le pire, indiens, *seringueiros* (récolteurs de sève d'hévéa), *garimpeiros* (orpailleurs) et *fazendeiros* (éleveurs de bétail terre), et où les militaires se sentent, encore aujourd'hui, investis d'une mission de pacification, souvent exécutée dans la terreur et la brutalité. Le jeu trouble et tortueux que mènent tous les acteurs du feuilleton amazonien, gouvernement fédéral compris, souligne encore l'importance que revêt cette région, tant sur le plan économique que sur le plan de la politique, intérieure ou extérieure.

L'Amazonie semble donc bien être cette dernière frontière, dernière frontière humaine, dans l'espace pour l'armée brésilienne, dans le temps pour les indigènes menacés d'extinction, dernière frontière des aventuriers en quête d'émotions, dernière frontière enfin des affrontements politiques et économiques.

(1) Henri MICHAUX, cité par Bernard GIRAUDEAU, dans « TRANSAMAZONIENNE », document télévisé, coproduction Canal +, FR 3 et Baobab Productions.

INTRODUCTION

Afin de tenter d'apporter un éclairage le plus complet possible sur la réalité amazonienne, ce mémoire rappellera dans un premier temps quelles furent les grandes étapes de la conquête et de la mise en valeur de cette Amazonie brésilienne en insistant déjà sur le rôle joué par l'Armée ; puis, il s'arrêtera un instant sur les atouts de cet ensemble géographique, notamment en matière de ressources du sous-sol, pour mieux saisir les raisons des enjeux qui peuvent s'y nouer ; finalement, il étudiera plus en détail, dans un dernier point, l'aspect purement militaire de la question pour essayer de comprendre pourquoi de nos jours l'Amazonie est encore considérée comme l'un des points centraux de la doctrine de défense brésilienne.



Première Partie

Les grandes phases de l'expansion

A - La conquête et l'exploitation des territoires avant 1964 :

**« Les Amazones allaient nues (...) et se battaient chacune contre dix hommes »,
Gaspar de Carjaval, 25 juin 1542.**

Parti à la découverte des Indes pour en ramener l'épice, le Portugais Pedro Alvares Cabral découvre, en 1500, une terre jusque là inexplorée. Cabral et les équipages des treize caravelles composant son expédition y prennent pied et baptisent ce sol inconnu du nom de « Terre de la Vraie Croix ».

Quarante ans plus tard, le pays a déjà été rebaptisé Brasil en raison des nombreuses ressources en « Bois Brasil » qu'il fournit, mais les grands explorateurs espagnols et portugais ne connaissent toujours pas l'intérieur de ces territoires au large desquels ils avaient navigué. C'est finalement en 1540 que part la première expédition au-delà du versant oriental des Andes vers les profondeurs du continent sud-américain. Elle est emmenée par Gonzalo Pizarro, le frère du célèbre « conquistador » espagnol.

Un groupe de soldats dirigé par le capitaine Orellana atteint en 1541 la côte ouest du Brésil, après une descente des fleuves de la région riche en drames et péripéties. Les récits du frère Gaspar de Carjaval, à propos de ce périple, sont restés dans les mémoires puisque c'est l'un d'eux qui donne son nom à cette forêt : Amazonie, terre des femmes guerrières, les Amazones, qu'Orellana affirme avoir rencontrées sur son passage.

La façon dont cette région inexplorée prend un nom est significatif du mélange permanent entre mythe et réalité qui caractérise l'histoire de l'Amazonie.

Jusqu'aux années 1580, les autres expéditions ne sont qu'une suite d'échecs et entre 1580 et 1650, l'Amazonie devient le théâtre d'affrontements entre les puissances occidentales (principalement la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas), pour le contrôle du fleuve et du commerce qu'il génère.

L'idée qui prédomine pour les Portugais, qui cherchent à défendre leur conquête envers et contre tous, reste celle d'une terre que l'on pourrait comparer à une île entourée de mers dont le fleuve Amazone ferait partie. Le maintien de la présence militaire à l'embouchure de ces cours d'eau est déjà, par conséquent, un point clé de la tactique des colons.

De fait, le Portugal parvient à obtenir la maîtrise totale de l'embouchure de l'Amazone en 1615, grâce à un vaste réseau de forts et de villes le long du fleuve et de ses affluents.

Avec cette colonisation progressive, surgissent les premières plantations de canne à sucre, les premiers esclaves, et bien entendu les premiers génocides sur les populations indigènes. Les frictions sont nombreuses entre les pionniers, les *bandeirantes*⁽¹⁾, et les missionnaires jésuites qui tentent de convertir les indiens. Or, curieusement, la première colonne de *bandeirantes* part pour coloniser de nouvelles terres à partir de la mission jésuite de Sao Paulo. Mais, le désaccord se fait très vite autour des indiens et du traitement à leur infliger. Là où les jésuites voient des âmes à sauver, les *mamelucos*⁽²⁾ considèrent avant tout l'aspect rentabilité et exploitation possible des forces indigènes. Les religieux sont renvoyés en métropole en 1759, les pionniers triomphent, et 40 000 indiens sont massacrés ou meurent de maladie entre 1740 et 1760.

L'esclavage noir suit celui des indiens jusqu'en 1840, cette période mi-XVIIIème mi-XIXème faisant place à un calme relatif dans la conquête. Ce calme n'est d'ailleurs guère surprenant, car toute l'histoire de l'Amazonie brésilienne, et du Brésil en général, peut se résumer par une série de phases d'essor et de déclin qui correspondent à l'ambivalence innée de ce territoire contenue dans la formule « Enfer vert ou Eldorado ? ».

En effet, si l'on considère les grandes périodes d'expansion, on constate qu'elles ont toujours été suivies de phases de repos et cela est valable dans tous les domaines. Le développement du pays en matière économique ne s'est-il pas fait, par exemple, à coups de cycles restés célèbres : le sucre, l'or, le café et le caoutchouc ; ceci en fonction des siècles, de l'avance des fronts et des nécessités du marché.

Pour ce qui touche vraiment directement l'Amazonie brésilienne en matière de conquête des terres, le bouleversement a lieu vers 1845, quand, après la découverte par le Britannique Goodyear en 1839 du processus de vulcanisation, la fièvre du caoutchouc s'empare du monde. L'Amazonie brésilienne passe alors de 130 000 habitants en 1850, à 1 270 000 en 1920. Cette explosion provoque l'arrivée massive de populations attirées par le rêve amazonien, mais aussi d'entrepreneurs, étrangers pour beaucoup, dont les sociétés deviennent vite d'une puissance imposante.

Un exemple en est la « Amazon Steam Navigation Company », créée en 1872. Son directeur, nord-américain, avait tout simplement repris l'idée des *bandeirantes* et des militaires portugais qui veut qu'en Amazonie celui qui tient les fleuves tient le pays. Le transport fluvial permettait d'écouler les productions de sève d'hévéa vers les ports de la côte.

Les premières victimes de cet engouement extrêmement rapide pour le caoutchouc sont les indiens, à nouveau recherchés pour servir de main-d'œuvre ou pour leurs connaissances en botanique de la forêt vierge. Mais, les indigènes ne suffisant pas, 300 000 colons venant surtout du Nord-Est (région Nordeste), se lancent dans l'aventure amazonienne ; ils mourront par dizaines de milliers, appauvris et victimes des conditions extrêmes rencontrées dans les exploitations. Le mythe de l'Eldorado se transforme de nouveau en Enfer vert pour bon nombre de brésiliens que l'Amazonie faisait rêver.

(1) Du portugais bandeira, qui signifie drapeau. Le mot rappelle les bannières derrière lesquelles les pionniers se ralliaient au départ de chaque expédition.

(2) Colons portugais.

La création en Asie, dans les années 30, de grandes plantations d'hévéa, dont les graines furent dérobées en Amazonie, ruine le commerce et l'industrie du caoutchouc du Brésil. Malgré une dernière tentative au cours de la Deuxième Guerre Mondiale pour relancer cette économie, cela en est fini du boom du caoutchouc amazonien. Cette période de la fin du XIXème, début XXème, ne constitue pas seulement un tournant en matière d'industrie du caoutchouc ; pour l'Amazonie, c'est aussi à cette époque que ce territoire se modernise, par l'établissement des premières voies ferrées, des premiers tronçons routiers et surtout des premières lignes de télégraphe.

Tous ces travaux sont réalisés sous l'impulsion des militaires dont certains, comme le colonel Candido Rondon, ont marqué à jamais les esprits des populations par leur volonté de faire de l'Amazonie une partie du Brésil qui soit pleinement intégrée au reste du pays. Dans cette optique, se règlent également tous les problèmes de frontières avec les états voisins entre 1900 et 1907 ; le Brésil gagne l'Amapa en 1900, face à la France et par arbitrage, puis l'Acre en 1903, face à la Bolivie contre une promesse de construction d'une voie de chemin de fer. Puis la diplomatie brésilienne signe une série d'accords sur les frontières : avec l'Équateur en 1904, le Venezuela en 1905, le Surinam en 1906, la Colombie et le Pérou en 1907.

Dans les années 50, l'Amazonie est donc une partie du territoire brésilien bien connue, aux limites administratives clairement définies et dont le problème majeur est d'être totalement sous-exploitée. Le système mis en place par les premiers colons d'une Amazonie brésilienne fluviale, avec un réseau bien constitué, maillé, a parfaitement fonctionné pour un temps.

Cependant, il apparaît que cette conception du mode de vie amazonien n'est viable que dans des ordres politiques et économiques légers ; bien entendu, le système a résisté au choc du caoutchouc, mais il semble bien faible au sortir des conflits mondiaux face à la nouvelle organisation mondiale, économique et politique. De plus, selon les militaires, il ne paraît pas adapté à la menace étrangère qui pèse sur la région, cette convoitise internationale face aux énormes richesses encore inexploitées de l'Amazonie.

Or, ces militaires sont profondément attachés à ce territoire, en grande partie parce qu'ils s'en sentent responsables, par l'histoire même de la conquête des terres majoritairement réalisée par des soldats, mais aussi, par l'importance géopolitique et géostratégique que revêt la région.

Un deuxième facteur à considérer est qu'en raison de ce rôle essentiel qu'elles ont joué dans l'établissement des frontières et leur ratification, les forces armées se voient investies d'un pouvoir particulier qui leur confère le rôle de garant de la nation, de l'état moderne. Le point le plus grave reste que cette volonté grandissante d'être au centre de la vie du pays semble légitime aux militaires, du fait de toutes les raisons que nous avons évoquées précédemment.

L'arrivée au pouvoir de la junte de 1964 s'explique donc parfaitement, dans un contexte de guerre froide au niveau international et de conflits sociaux au sein du Brésil. L'Amazonie est l'un des points primordiaux du programme du nouveau gouvernement autoritaire, qui parle même de « reconquête de l'Amazonie ».

On constate qu'après le déclin des années 50, le territoire amazonien va donc connaître un nouvel essor, comme le veut le système des cycles. Ces terres restent à prendre, mais une question cruciale se pose à l'encontre des militaires de la junte, pour qui l'importance de cette région n'est plus à prouver : ont-ils la volonté réelle de faire de cet ensemble gigantesque un lieu de vie et de croissance pour la population, ou simplement de considérer l'Amazonie comme un coffre-fort de richesses à exploiter à plein, sans état d'âme ?



B - Les raisons de la reconquête de l'Amazonie brésilienne par les militaires :

« Que cette région, en permanence convoitée tout au long de son histoire par des puissances étrangères, soit enfin une préoccupation nationale »,
Arturo César Ferreira Reis, L'Amazonie et les visées internationales.

A travers cette brève citation de l'ancien gouverneur de l'Etat d'Amazonie, tirée de son ouvrage sorti dans les années 60, on constate que l'état d'esprit de ceux qui ont en charge la destinée politique de l'Amazonie brésilienne s'apparente à celui des militaires. Pour ces derniers, au pouvoir en 1964, l'Amazonie est avant tout perçue comme le point vulnérable dans le système de défense du Brésil. Ils craignent, en effet, de se d'être surpris par une attaque « sournoise » qui les frapperait dans le dos, à partir des frontières du Nord du pays. L'urgence est bien alors de réveiller cette partie du territoire, cette « immense continentalité endormie »⁽¹⁾, cette terre « laissée pratiquement à l'abandon »⁽¹⁾.

En fait, l'objectif de la junte militaire consiste à asseoir définitivement et totalement la souveraineté du Brésil sur ces terres qui représentent quand même plus de la moitié de la superficie du pays, ceci afin d'éviter que d'autres s'en charge.

C'est du moins le motif donné en priorité par les gouvernants de l'époque pour cautionner leur politique en Amazonie. Ils s'appuient aussi sur l'arrivée récente de Castro au pouvoir à Cuba, pour souligner le nouveau danger communiste dans le climat de guerre froide de l'époque. La menace d'internationalisation de l'Amazonie pousse donc officiellement les militaires à prendre en main la destinée de ce territoire. Cependant, au-delà de ce motif géopolitique, on peut distinguer un certain nombre d'autres facteurs qui font agir le gouvernement dans le sens de la reconquête amazonienne.

Si l'agression extérieure, économique ou militaire, constitue un thème central de justification de la politique mise en œuvre, il est bon de s'interroger malgré tout sur les fondements de celui-ci.

Les mesures prises par les dirigeants ne sont-elles pas plutôt sous-tendues par une stratégie qui vise à se créer des adversaires alors qu'ils n'existent pas vraiment ? En clair, Cuba pour son régime et les Etats-Unis pour leurs entreprises ne semblent être en réalité que des boucs émissaires permettant aux divers gouvernements militaires qui vont se succéder de consacrer, sur le terrain, la théorie de « Sécurité Nationale » à laquelle ils sont tous très attachés.

Cette doctrine, issue du positivisme français d'Auguste Comte, incarnée par la devise du drapeau « Ordre et Progrès », tient lieu à la fois de morale et de vision stratégique, en raison de la conception volontariste du monde qui anime les militaires brésiliens au début des années 70.

(1) Général Meira Mattos, Uma geopolítica pan-amazonia, Biblioteca do Exército, Rio de Janeiro, 1981.

Dans la pratique, les chefs des forces armées de 1964 traduisent la devise du drapeau par « Sécurité et développement » afin de la faire correspondre avec cette doctrine de Sécurité Nationale.

Cette nouvelle idée apparaît dans les années 20, à partir du concept de défense nationale, introduit par la mission militaire française, et qui se transforme au contact de ce positivisme, alors très en vigueur dans l'armée brésilienne. « L'idée de défense s'altéra très rapidement, on abandonna le concept d'une défense restreinte à la protection des frontières pour y inclure l'idée d'une défense plus globale, mobilisant les ressources humaines, techniques et économiques de la nation »⁽¹⁾. Cette vision est reprise par le général Goes Monteiro qui élabore une doctrine dans laquelle l'armée est présentée comme force constructive du pays.

Cette idée de Sécurité Nationale se consolide enfin, dans un dernier temps, avec les écrits du général Golbery do Couto e Silva qui définit l'évolution géopolitique et stratégique à suivre par le pays. Constatant que le pays est naturellement perméable à travers un certain nombre de « grands arcs convexes »⁽²⁾, qu'il est comparable à « un archipel dont les principales îles ne sont pas reliées entre elles »⁽²⁾, il propose un plan d'intégration du territoire en plusieurs phases. La dernière consiste à conquérir l'Amazonie à partir de bases avancées et d'y fixer l'homme à la terre. On retrouve quasiment mot pour mot ce discours dans celui des dirigeants des années 70.

Cette définition ouvre donc la porte à plusieurs mesures essentielles qui sont résumées selon deux axes d'effort : les communications et la colonisation intérieure, toujours afin d'éviter toute autre mainmise sur le territoire.

On le voit, le danger aux frontières ne contient pas en lui seul toutes les réponses permettant d'expliquer l'orientation donnée par les juntes à la reconquête de l'Amazonie. L'idéologie de Sécurité Nationale et le « golberysme » trouve ici leur application directe à partir du début des années 60. Ceci dit, on peut encore trouver d'autres explications au mouvement engagé en 1964 en Amazonie en s'arrêtant sur la situation sociale que connaît le pays à l'époque. Le Brésil est agité par de nombreux conflits, qui ont pour enjeu principal la réforme agraire, que bon nombre de petits propriétaires fonciers réclament. La junta militaire a promis qu'elle s'attacherait à mettre en œuvre la réforme agraire le plus rapidement possible et de la façon la plus juste.

Cependant, le général Emilio Garrastazu Medici, qui exerce un véritable pouvoir dictatorial sur le pays entre 1969 et 1974 est bien décidé à faire l'économie de cette réforme agraire. Celle-ci ne pourrait, en effet, qu'aller dans le sens contraire des efforts à entreprendre pour moderniser le pays ; elle entraverait son décollage industriel et commercial en créant des tensions internes inutiles. Pour remédier au problème, il se propose d'utiliser la cuvette amazonienne comme un réceptacle pour toutes les tensions démographiques et sociales que le pays connaît alors.

(1) L. Trevisan, Institucao militar e Estado brasileiro, Cadernos de Educacao politica, Sao Paulo, 1987.

(2) Golbery do Couto e Silva, Conjuntura Politica Nacional. O Poder Executivo e a Geopolitica do Brasil, Rio de Janeiro, José Olympio, 3ème éd. 1981.

L'un des premiers objectifs de l'occupation de l'Amazonie reste bien de servir de soupape de sûreté à la nation en cas de crise grave. De là la citation du général Medici, demeurée dans toutes les mémoires des paysans du Nord-Est brésiliens envoyés « coloniser » l'Amazonie :

« ...des hommes pour des terres sans hommes, des terres pour des hommes sans terres... »

Si l'on essaye de faire le bilan des motivations qui poussent les militaires à entreprendre un vaste effort en Amazonie à partir de 1964, on s'aperçoit que la raison souvent évoquée d'une possible agression extérieure est loin de suffire.

Le paravent qu'elle constitue masque difficilement des fondements idéologiques qui s'enracinent dans la doctrine de Sécurité Nationale et ne peuvent pas tolérer la moindre faille dans un système de développement général de la nation. La plus petite internationalisation du territoire serait un aveu explicite d'échec de cette doctrine, qui juge la puissance d'un pays non pas aux effectifs de ses forces, mais à ses capacités de cohésion et de mobilisation de toutes les ressources.

Enfin, la dimension interne du Brésil est inséparable des deux raisons précédentes, en ce sens que toute faille à l'intérieur du bloc national remet en cause également la théorie de Sécurité Nationale. D'où la nécessité d'utiliser les espaces encore inoccupés par les populations qui pourraient être à l'origine de ces fractures internes, assurant ainsi le calme dans les affaires intérieures et finissant la conquête et la solidification du territoire.

Si, en théorie, les thèses développées par le régime militaire semblent crédible, le tout est maintenant de voir quels furent les moyens consacrés à cette fameuse reconquête pour en tirer un bilan actuel.

Malgré cela, ces fondements de la politique des années de dictature permettent d'ores et déjà de comprendre l'importance que peut prendre aujourd'hui le territoire amazonien, puisque les théories de Meira Mattos ou de Golbery sont loin d'être oubliées à ce jour pour les militaires.



C - Les moyens de la reconquête :

« **Integrar para nao entregar** », (Intégrer pour ne pas brader),
mot d'ordre des gouvernants militaires.

Au début du siècle, l'aventure du caoutchouc a conforté les militaires brésiliens dans leur sentiment de l'urgence d'un développement de la région amazonienne. Pour eux, la conséquence de cet épisode économique s'impose comme une évidence : la mise en valeur de l'Amazonie ne doit plus, et ne peut plus, dépendre strictement du marché mondial.

Cependant, les militaires retiennent plusieurs faits positifs de cet essor du caoutchouc. Le premier d'entre eux est la formation des deux pôles urbains que sont Manaus et Belém, qui pourront servir dans le plan de conquête future de « bases logistiques », selon les propres termes du général Meira Mattos. Ensuite, le peuplement s'est accéléré grâce à l'exploitation de l'hévéa qui a attiré les populations vers l'intérieur, constituant ainsi de véritables colonies. Enfin, la croissance du trafic fluvial n'a pu que contribuer à renforcer la présence et la souveraineté brésiliennes dans la région.

Ceci dit, les penseurs militaires estiment malgré tout que le pays n'a pas su saisir la chance qui s'offrait à lui, et ce par un manque de méthode et de coordination. Le souci premier du régime dictatorial installé au pouvoir à partir de 1964 est donc bien de mettre fin à cette carence en matière d'organisation. Pour combler cette lacune, le nouveau gouvernement s'inspire alors des travaux de l'école française de géographie et de sa théorie des pôles de développement.

La pensée du professeur François Perroux, qui veut que le développement ne se fasse pas partout à la même allure mais plutôt à partir d'un certain nombre de pôles, apparaît comme la solution idéale au problème du Brésil, véritable « archipel d'îles et de péninsules ». Ainsi, la conquête ou la reconquête de l'Amazonie ne sera plus affaire de circonstances, mais sera planifiée et menée méthodiquement.

L'application directe de la théorie de Perroux au territoire brésilien est inaugurée à partir de 1970 avec le Plan d'Intégration Nationale (PIN), lancé par le gouvernement Médici.

Le premier but du PIN est de faire émerger en Amazonie des centres urbains et industriels, ayant fonction d'accélérateurs du développement. C'est le cas, par exemple, avec Manaus et la création de la zone franche, initiative du général Castelo Branco également fondateur de la SUDAM (Super-intendance pour le développement de l'Amazonie). Cet organisme est chargé de coordonner les diverses actions en Amazonie et de distribuer les aides financières. Avec le transfert du commandement militaire d'Amazonie de Belém à Manaus, l'armée manifeste sa volonté de s'engager directement et totalement dans le démarrage économique de ce territoire.

Les premiers travaux proprement dits du PIN commencent au début des années 70, avec le projet routier en Amazonie. Ce projet prévoit la construction de deux axes, l'un dans le sens est-ouest, la Transamazonienne, l'autre dans le sens sud-nord, entre Cuiaba et Santarem.

Il est également prévu d'implanter tout le long de la Transamazonienne des *agrovilas* ⁽¹⁾, comprenant une école, un poste de police, un centre administratif et un magasin ; puis, comme chef lieux de vingt *agrovilas* seraient créées des *agropolis* ⁽²⁾ avec une école secondaire, un hôpital, des entreprises, une poste et un hôtel. Enfin, deux ou trois *agropolis* et leurs *agrovilas* respectives s'étirant en moyenne sur 150 kilomètres formeraient une *ruropolis*.

Cette ambition, qui dès sa description théorique peut sembler complètement utopique, s'avère rapidement irréalisable en raison essentiellement de son coût. En l'espace de trois ans, dans trois régions pilotes, à peine huit mille familles s'installent et peu y resteront.

« L'absence (...) d'accès aux marchés, le défaut (...) d'assistance technique et financière, ont fait que très rapidement cette population s'est trouvée dans l'incapacité de ne maintenir sur place et a commencé à migrer ». ⁽³⁾

Malgré ce premier échec patent, les chefs militaires au pouvoir décident de poursuivre leur effort dans la région amazonienne. C'est ainsi qu'est lancé, à la même époque, un projet gigantesque de construction de routes pour quadriller le territoire amazonien. Ce réseau est destiné à être rattaché à deux voies de communication qui enlacent l'Amazonie, les routes reliant Brasília à Porto Velho et Brasília à Belém.

Par ailleurs, le transfert de la capitale du pays de Rio vers cette même ville de Brasília, au début des années 60, s'intègre pleinement dans la stratégie amazonienne, puisque avec l'avènement de ce nouveau centre urbain, les militaires installent « une base logistique et administrative qui rend plus facile la mise en œuvre de la nouvelle stratégie d'occupation de l'Amazonie par la voie continentale » ⁽⁴⁾.

En dépit des efforts de propagande nombreux et constants en faveur de ce nouveau réseau routier et de la colonisation des voies ainsi ouvertes, le projet global des militaires se révèle être un échec cuisant. En 1975, le général Ernesto Giesel, successeur de Medici, décide d'arrêter le PIN. Il se tourne vers une nouvelle forme de colonisation pour l'Amazonie, grâce aux investissements privés. Il lance pour cela le programme Polamazonia, qui a pour but de donner la priorité à la grande propriété et à l'élevage bovin. Ce programme est aussi basé sur les pôles déjà existant, situés soit au croisement de voies de communication, soit près de sites miniers, par exemple.

Ainsi, le plan du général Medici est définitivement abandonné et son objectif réel fortement compromis. En effet, la raison première de l'effort routier, réclamé par les militaires entre 1964 et 1975, était-elle vraiment le démarrage de l'Amazonie au niveau économique ?

Toutes les hypothèses sont acceptables, mais le projet de quadrillage de ce territoire dissimule mal une volonté hégémonique sur le continent de la part du Brésil.

(1) Sorte de gros bourg de cent à trois cents familles (entre cinq cents et mille cinq cents habitants).

(2) Idem pour environ trois mille habitants.

(3) Bertha K. Becker, Gepolitica da Amazonia : a nova fronteira de recursos, Zahar Ed., Rio de Janeiro, 1982.

(4) Général Meira Mattos, Geopolitica e tropicos, Biblioteca do Exército, Rio de Janeiro, 1984.

La Bolivie, le Pérou, la Colombie et le Vénézuéla, séparés de leurs capitales respectives par la barrière andine, ne seraient-ils pas devenus fatalement les satellites du Brésil, face à une explosion économique amazonienne ? De fait, les généraux eux-mêmes avaient envisagé la constitution de trois pôles de développement internationaux, ayant pour centres une ville d'Amazonie et englobant des villes de pays frontaliers ; ces trois pôles étant tous reliés à Manaus constituant ainsi des débouchés importants pour les produits en transit dans la zone franche.

La conclusion politique de cette volonté militaire devait être le Traité de Coopération sur l'Amazonie, du 3 juillet 1978, qui réaffirme la souveraineté des pays de la région sur l'Amazonie. Ce traité, auquel adhèrent la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, la Guyane, le Pérou, le Surinam, le Vénézuéla, et le Brésil, permet à ce dernier de phagocyter le Pacte andin et consacre sa position de pivot incontournable de la région.

D'ailleurs, le risque d'une domination brésilienne sur le reste des pays du bassin amazonien n'échappe pas aux autres signataires, puisque des voix s'élèveront pour contester le programme routier brésilien et souligner que celui-ci « impose nécessairement à ses voisins une réflexion sur la nécessité d'une dynamique coordonnée, pour éviter que les différences actuelles de dimension ne se traduisent par la prédominance de l'un des signataires »⁽¹⁾.

Finalement, on constate, avec ce bref rappel des tentatives de colonisation moderne de l'Amazonie par la dictature, que cette région du Brésil n'a cessé d'être le centre d'intérêt privilégié des militaires et ce pour des raisons multiples et variées. La plus évidente reste la nécessité de réaliser l'unité parfaite du territoire national, afin de désamorcer les conflits sociaux, mais aussi pour permettre enfin la pleine réalisation de la sécurité nationale. Mais, plus que cela, la colonisation de l'Amazonie devait également permettre au Brésil de consolider sa position politique dans un premier temps face à ses partenaires sud-américains puis sur la scène mondiale, dans une perspective plus globale de refus d'internationalisation du pays.

Cependant, avec le retrait progressif de la dictature face à la démocratie et le nouveau plan de 1975 de Castelo Branco, le Brésil ne peut résister à la pénétration étrangère en Amazonie. Cette pénétration est d'autant plus forte que ce territoire regorge de ressources diverses, notamment en matière de minerais. Ce mémoire tentera donc, dans une deuxième partie, de voir quelles sont ces richesses fabuleuses et comment le Brésil a négocié leur exploitation en matière de grands projets industriels et agricoles.

Une fois encore, ceci permettra d'insister sur la démesure des travaux effectués ou lancés par les forces armées au pouvoir durant vingt ans. Ce temps des pharaons, à la brésilienne, est révélateur de cette volonté constante de tirer le pays de son isolement économique et politique, et de faire du géant géographique un géant industriel et commercial dont l'Amazonie, par sa propre étendue, ne peut être que l'un des piliers.



(1) J. A. Zambrano, El Universal, Caracas, 1979, cité dans Amazonie, collec. Autrement, octobre 1990.

Deuxième Partie

Amazonie : le temps des Pharaons

A - Le cimetière des projets grandioses et son dernier géant :

« **Queremos carne seca e tutu de feijao** » (« Nous voulons de la viande séchée et de la purée de haricots noirs »). Cri de révolte des travailleurs brésiliens de l'entreprise Ford en Amazonie, années 30.

La forêt amazonienne a toujours fasciné l'homme, tant par son aspect mythique et inexploré que par les ressources formidables qu'elle semble renfermer. Cet engouement s'est traduit tout au long de l'histoire brésilienne par une suite de tentatives de mises en valeur industrielles de la région de la part d'entreprises étrangères. Cette entrée de firmes internationales sur leur territoire national n'a jamais laissé indifférents les chefs militaires du pays, qui y ont vu un signe supplémentaire de risque d'internationalisation de l'Amazonie.

Cette partie expliquera, dans un premier temps, comment au fil des années les premières aventures étrangères en terre brésilienne se sont soldées par des échecs, en partie à cause de la nature elle-même, en partie à cause d'autres facteurs, et comment le projet « Grand Carajas » résiste encore de nos jours.

Dans les années 20, les Américains sont les premiers à s'intéresser à l'Amazonie pour empêcher le monopole asiatique sur le marché du caoutchouc, à travers un constructeur automobile célèbre, Henry Ford. Il passe un accord avec le gouvernement brésilien pour créer sa plantation d'hévéas sur la rive droite du fleuve Tapajos . Il installe, en plus de son exploitation, une véritable petite ville en pleine jungle. Il engage près de 15 000 ouvriers locaux espérant leur faire vivre le « rêve américain » en forêt tropicale.

Confronté à des problèmes humains (révoltes ouvrières) et naturels (maladies des hévéas), Ford renonce au début des années 40 après plus de dix ans d'efforts et de dépenses.

Pratiquement dix ans plus tard, un deuxième aventurier américain se lance dans la bagarre amazonienne. Daniel K. Ludwig, milliardaire et industriel, est persuadé que le début du XXIème siècle signifiera le crépuscule de la pâte à papier et de la nourriture. Certain que l'Amazonie est le lieu à partir duquel cette disette peut-être évitée, il signe en 1967 un accord avec le régime du général Castelo Branco.

Les militaires pensent alors avoir trouvé en Ludwig un homme capable de donner une impulsion décisive au développement amazonien. Le projet de l'industriel, ou projet Jari, englobe un vaste complexe agro-industriel de 3,6 millions d'hectares et la construction de cinq centres d'habitation. Il fait abattre 19 000 hectares de forêt, construit 68 kilomètres de voie ferrée, commande et se fait livrer du Japon une usine flottante et une centrale thermique.

Cependant, l'opinion publique brésilienne et ses dirigeants commencent à trouver que le milliardaire semble vouloir créer un pays dans le pays, d'autant plus que ses résultats économiques ne sont guère encourageants. Ecoeuré par ces critiques et son échec industriel, Ludwig abandonne son complexe en 1982. Celui-ci est repris par vingt-trois entrepreneurs brésiliens, guère enthousiastes, au nom d'un « geste patriotique » selon le gouvernement militaire. L'usine donne aujourd'hui une production médiocre et végète en attendant sa fermeture, qui ne saurait plus trop tarder actuellement.

Dans ce climat de victoire du gigantisme naturel sur le gigantisme industriel et commercial, le cas du programme « Grand Carajas » est à mettre à part.

A partir des années 80, et à la suite d'une longue étude à base de photographies satellites, le gouvernement brésilien réalise l'ampleur des ressources minières du sous-sol amazonien. On découvre très vite du fer, de l'uranium, du manganèse, du nickel, de l'or et d'autres minerais. La plus grande partie de ces richesses minières se trouve en territoire indien, un patrimoine évalué à environ 50 milliards de dollars. En 1986, malgré l'interdiction constitutionnelle d'exploitation minière en terre indigène, plus de 537 autorisations de recherches sont accordées par le Département National de Production Minière (DNPM).

Le projet le plus audacieux dans ce vaste programme minier est celui de la Serra don Carajas en 1978. Il remonte à 1967 lorsque la compagnie américaine US Steel rejette les conclusions brésiliennes de stérilité des terres amazoniennes en matière minière pour annoncer l'existence d'une des concentrations les plus importantes de la planète en minerais divers, sur une superficie d'environ 150 000 kms. Aux 18 milliards de tonnes de fer de première qualité et aux 80 millions de tonnes de manganèse, la première source mondiale, s'ajoutent un milliard de tonnes de cuivre, 40 millions de tonnes de bauxite, de l'or, de l'argent, du nickel, du chrome et de l'amiante.

Exploiter ce site exige des capitaux fabuleux que le Brésil ne peut fournir. Les Américains se retirent alors de la compétition laissant l'entreprise Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) traiter avec les Japonais. Pour lancer l'exploitation industrielle du site, le PGC (Programme Grand Carajas) est officialisé en 1980. Placé sous l'autorité du président de la République, il est essentiellement un projet national d'exportation des minerais extraits. De grandes firmes nationales et internationales y ont obtenu de beaux contrats, comme celui de la construction de la voie ferrée qui écoule le minerai par convois jusqu'à la côte : construite en moins de trois ans, elle constitue un des éléments vitaux pour la survie du complexe.

Malgré cela, l'absence de politique minière brésilienne a permis à des multinationales de tripler leur participation au projet durant les vingt dernières années, là où les compagnies brésiliennes ont diminué la leur de moitié.

Le bilan dressé par l'Institut National de Recherches (CNPq) révèle que les superficies concernées par des demandes d'exploitation sont pour 38% le fait de groupes étrangers, 33% le fait de groupes privés brésiliens et pour 27%, le fait de groupes publics nationaux.

Les entreprises étrangères détiennent déjà 55% de la production de minerais métalliques et 85% de la production de minerais non-métalliques par l'intermédiaire de leurs filiales au Brésil.

Toute l'extraction mécanique de l'or est contrôlée par un groupe multinational sud-africano-anglo-américain. Il assume également la production de béryl, de 35% du nickel et de 31% du tungstène, ce qui le met au quatrième rang des entreprises minières du pays. Les groupes français Saint-Gobain et Imetal ont entre leurs mains les productions d'argent et d'amiante. 92% du diamant est détenu par un groupe belge, 85% du nickel, 48% du fer et 85% de la bauxite sont également contrôlés par des capitaux étrangers.

Ainsi, au milieu des désastres de Fordlandia et de Jari, le PGC se distingue donc avantagement des autres projets. Malgré tout, le revers de la médaille est lui aussi flagrant : il existe de fait une mainmise étrangère sur une partie des richesses amazoniennes et sur les capitaux prévus pour les exploiter. Toujours à travers l'exemple du PGC, le chapitre suivant étudiera comment s'est fait ce pillage et surtout quelles ont été ses conséquences sur l'opinion brésilienne.



B - Nationalisme et pillage néo-colonial :

« **Le PGC répond à une conception typiquement coloniale** », Orlando Valverde ⁽¹⁾.

Dans les années 70, les deux chocs pétroliers ont bouleversé la géographie planétaire de l'aluminium, métal très exigeant en énergie. Les usines utilisant du gazole comme énergie étant devenues obsolètes avec l'émergence de l'OPEP, les multinationales se sont mises en quête d'horizons plus accueillants.

L'entreprise américaine ALCOA (Aluminium Company of America) et la japonaise NALCO (Nippon Aluminium Company) opte alors pour le Grand Carajas. La région offre en effet d'énormes garanties dans tous les secteurs clés : réserves de bauxite (4 milliards de tonnes dans le seul état du Para), main d'œuvre abondante et surtout très mal payée, présence de houille blanche dans la région. Courant 1991, deux « districts industriels » du PGC fournissent ainsi 5% de la production d'aluminium dans le monde. Il s'agit de :

- la firme Alumar, filiale de Alcoa (60% des parts) et Billiton Metals (filiale de Shell) qui produisait en 1989 près de 250 000 tonnes d'aluminium, pour atteindre les 340 000 tonnes en 1990 ;
- la NAAC (Nippon Aluminium Amazon Company), filiale de Nalco, qui s'est associée avec les Brésiliens de la CVRD dans le montage de deux sociétés.

(1) Valverde, Grande Cacarajas - Planejamento e destruição, ed. Forense Univeisitaria, 1996.

Cet exemple du marché de l'aluminium et des investissements étrangers dans le PGC relance la polémique quant à l'exploitation de l'Amazonie, non plus sous sa forme humaine, mais industrielle. L'impulsion donnée avec le PIN par les gouvernants militaires trouve-t-elle véritablement sa suite logique dans le PGC ? En effet, le cheval de bataille des chefs de la dictature était de défendre les intérêts vitaux du pays par l'occupation de l'Amazonie, sous peine d'internationalisation de la zone. Or, lorsque l'on étudie cette occupation amazonienne sur le plan industriel et commercial, on se trouve face à des conclusions totalement opposées à cette logique nationaliste.

Pour le professeur Orlando Valverde, universitaire de Rio de Janeiro, le PGC dans sa définition des flux commerciaux n'est rien de plus qu'un parfait exemple de néo-colonialisme. De fait, les « districts industriels » ont pour vocation première d'exporter des marchandises à très faible valeur ajoutée. Dans le Grand Carajas toutefois, cette relation de sujétion est une fois encore largement paradoxale, dans la mesure où elle s'est établie à l'instigation de ces généraux-présidents, au nationalisme triomphateur et chatouilleux.

Le barrage de Tucuruí illustre cette étonnante flexibilité dont ils firent preuve, dès lors qu'il s'est agi d'attirer les investisseurs étrangers en Amazonie. Longtemps, les Japonais firent miroiter une participation financière importante, avant de se désister finalement. Début 1990, les pôles d'Alumar et de la NAAC absorbaient 25% de toute l'électricité produite par Tucuruí, cette énergie leur étant facturée à 55% du prix du kW/h à usage domestique : une aubaine fabuleuse pour ces deux groupes internationaux.

Sur la scène des négociations dès les débuts du projet, les Japonais se taillent la part du lion dans le PGC. Selon G. Guerreiro, député fédéral du Para en 1990, la stratégie des nippons dans la région s'apparente ni plus ni moins à un pillage. Pour lui, la NAAC, par des stratégies financières au sein de ses filiales brésiliennes, freine l'effort du pays en vue de dominer l'ensemble du cycle de l'aluminium.

A travers ce cycle de l'aluminium, on constate donc que la pénétration étrangère en matière d'exploitation d'une des ressources essentielles de l'Amazonie n'est pas imaginaire mais bien effective au contraire. Ceci reste très largement préoccupant pour un pays qui fuit toute internationalisation d'une partie de son territoire et qui a toujours rejeté vigoureusement l'ingérence d'une puissance - voisine ou non - dans ses affaires internes.

Parmi les richesses actuelles du Brésil, et plus particulièrement de l'Amazonie, il en est une que cette approche ne peut négliger : le pétrole. Il convient d'en parler, en premier lieu, à cause de l'intérêt stratégique que représente cet hydrocarbure, mais aussi pour voir si dans ce domaine le pays a su exploiter lui-même ce nouveau filon, ou si là encore, une intervention extérieure a été nécessaire.

En novembre 1986, l'entreprise publique Petrobras découvre enfin les premiers champs pétrolifères, dont l'exploitation pourrait s'avérer rentable en Amazonie. Le gisement, d'environ 100 km², paraît être d'une qualité extraordinaire, pratiquement propre à la consommation, semblable au diesel. Les réserves sont évaluées à 500 millions de barils de pétrole, environ un quart des réserves brésiliennes, et 130 millions de mètres cubes de gaz. Les premiers forages fournissent déjà une moyenne de 1 000 barils par jour.

En 1988, on pense qu'une fois tous les puits activés, leur contribution journalière de 30000 barils permettra l'autosuffisance énergétique de l'Amazonie occidentale et la revitalisation de la zone franche de Manaus en perte de vitesse.

Après trente ans de recherches et plusieurs fausses alertes, la Petrobras termine donc de relever un défi que quelques mois auparavant elle était sur le point d'abandonner. Les moyens modernes utilisés par l'entreprise, comme les hélicoptères, les nombreux savoir-faire acquis au cours de longues et douloureuses années par le personnel, permettent aujourd'hui l'exploitation de ces gisements.

Plus de 40 000 kilomètres de failles sismiques ont été sondés actuellement, les équipes de géologues parcourant encore de nos jours près de 140 kilomètres par mois en forêt. Chaque nouveau forage est l'occasion d'une véritable cérémonie pour les hommes de Petrobras. En effet, en matière pétrolière, la compagnie a su développer et mettre en œuvre des systèmes nationaux parfaitement fiables.

Dans la région d'Urucu, la percée d'un nouveau puits s'exécute avec une ferveur quasi religieuse. De répétitif, le travail des ouvriers est presque devenu sacré dans cette zone, où chaque forage correspond à un succès supplémentaire, et confirme l'extraordinaire découverte qui y a été faite. La Petrobras a découvert, sans aucun doute, le plus grand gisement pétrolifère terrestre du Brésil, au cœur de la plus grande forêt du monde. Pour le pays, ce résultat est un succès technique incontestable, mais, par-dessus tout, une victoire spirituelle sur cette immensité verte qui cède enfin face à l'homme, après 500 ans d'une lutte meurtrière.

Avec l'exemple de la filière pétrolière, du PGC et des grands projets morts, faute de capitaux ou de rentabilité, un panorama assez vaste de la tentative globale de mise en valeur industrielle de l'Amazonie a été montré. Parmi tous les exemples cités, l'alternative de l'exploitation minière de la région semble bien réelle pour son développement.

Les problèmes empêchant le traitement des ressources naturelles à une plus grande échelle sont avant tout liés au manque de définition de politique industrielle et d'orientations stratégiques qui a prévalu tout au long des années 80. Les actions actuelles n'ont été en fait pour leur part que le résultat d'un besoin urgent de devises, plus que d'une vision à long terme.

L'exploitation des ressources minières s'est faite sans souci d'augmenter la faible valeur ajoutée au long des filières, mais plutôt afin de maximiser le volume des exportations vers des pays comme l'ex-URSS. Cependant, face à des marchés internationaux de plus en plus saturés, les effets de cette politique commerciale ont été catastrophiques, dans la mesure où ils ont fortement accentué la baisse des prix.

Pour mener à bien l'exploitation rationnelle des richesses du sous-sol, il semble indispensable que le gouvernement brésilien procède à un aménagement économique du territoire, ce qui suppose de nombreuses réglementations face à des problèmes internes (indiens, chercheurs d'or) mais aussi externes (firmes étrangères).

Dans cette mise en valeur industrielle de l'Amazonie, le rôle des militaires est donc sujet à discussion car l'élan qu'ils ont voulu insuffler à la région semble avoir été donné au mépris de certains des grands principes qu'ils défendaient.

Cependant, si l'on peut critiquer ces décisions, qui témoignent pourtant d'un souci réel de développement du pays, on ne peut leur imputer totalement des échecs cuisants, qui seraient plutôt à mettre au crédit de mégalomanies exacerbées. Il n'en est probablement pas de même en matière de grands projets agricoles, comme le chapitre suivant va le détailler maintenant.



C - Le développement au service d'intérêts stratégiques :

Comme nous l'avons déjà constaté lors de l'étude préliminaire, la politique de mise en valeur agricole du PIN n'a donné que des résultats décevants en matière de colonisation et de mise en valeur du territoire. Dans la foulée de ce plan de développement est venue se greffer une série de projets à partir de la fin des années 70, censés constituer le pendant agricole des travaux pharaoniques industriels.

La première de ces grandes utopies supervisées par l'INCRA (Institut National pour la Colonisation et la Réforme Agraire) reste sans nul doute le plan Polamazonia lancé par le général Geisel. Avec ses quinze sous-projets destinés à dynamiser les activités agricoles, Polamazonia tente de concilier, dans toute l'Amazonie, les grandes ambitions nationales de développement avec une politique d'occupation et d'exploitation des territoires stratégiques. Ainsi, l'état du Roraima, peuplé à pratiquement 80% d'indiens, était resté quasiment abandonné jusqu'à ce qu'on y découvre des minerais qui ont attiré les premiers colons.

Entre 1979 et 1983, dans ce nouvel état, le 24ème de la Confédération, on distribue un million d'hectares à près de dix mille familles. Dans le même temps, environ 10% de la forêt disparaît et cette déforestation se poursuit selon une courbe exponentielle. En plus de cela, les conflits ne cessent pas entre les colons, les chercheurs d'or partout présents, les missionnaires et les indiens, relancés en permanence par l'intransigeance de toutes les parties sur le terrain.

Face à cette situation de violence omniprésente, qui compromet aussi bien des gouverneurs d'états que des évêques, le mouvement national pour la création d'une réserve indienne prend de l'ampleur au niveau des députés. Le gouvernement craint même que ces indigènes ne s'allient avec leurs voisins du Venezuela afin de créer un état autonome. Cet exemple des indiens Ianomanis n'est qu'une des conséquences prévisibles du développement anarchique des colonies agraires et de la livraison désordonnée de territoires entiers aux grands troupeaux.

Les grands domaines d'élevage extensifs se situent dans les zones les plus favorisées - pour leur grande majorité - du point de vue climatique et naturel surtout. Ils se sont fondés pour la plupart sur le mécanisme des incitations fiscales en vigueur depuis 1966 en Amazonie et qui permet à toute personne de consacrer à un investissement approuvé par la SUDAM jusqu'à la moitié des sommes dues au fisc.

Bien entendu, comme ces investissements étaient gratuits, de grandes firmes se sont engouffrées dans la brèche ouverte, comme Volkswagen, Goodyear ou Nestlé, uniquement parce qu'elles possédaient de bons conseillers fiscaux. Des dizaines de milliers d'hectares sont ainsi passés entre leurs mains.

Ces grandes exploitations sont acquises au détriment de milliers de petits propriétaires, qui tombent souvent au statut de serfs, travaillant pour le domaine principal de la région. Jusqu'à aujourd'hui, l'INCRA a échoué en grande partie dans sa mission de colonisation.

En 1987, l'Institut se décide enfin à révéler aux députés brésiliens que d'énormes parcelles du territoire appartiennent déjà à des entreprises, étrangères pour la plupart : environ 900 groupes possèdent 2 millions d'hectares, alors que 41 322 petits exploitants possèdent 5,5 millions d'hectares.

En fait, le bilan de quinze ans de colonisation est plus que mitigé. La colonisation publique a été vite arrêtée, du fait de son coût exorbitant (plus ou moins 5 000 dollars par colon).

De plus, les théories ont été partout bousculées par l'arrivée non prévue de personnes en quête de terres et de travail, à qui l'INCRA n'a pas pu trouver de lots. Beaucoup sont tout simplement devenus ouvriers agricoles des grandes propriétés, accentuant encore la paupérisation des colons d'Amazonie.

Enfin, de nouveaux conflits ont éclaté entre ces migrants et les éleveurs déjà installés, entre ces mêmes éleveurs et les indiens ou encore entre les indiens et les chercheurs d'or.

Ces rivalités très violentes ont peu à peu renforcé les militaires dans leur conviction que cette zone devait être reprise en main. La frontière nord ne peut pas, en raison de son importance stratégique, constituer le théâtre d'affrontements nationaux qui dégénéreraient peut-être en conflits plus importants. C'est là l'une des motivations au plan militaire de sécurité amazonienne, le plan Calha Norte.

Le tableau semble bien noir si l'on essaye de dresser un bilan intermédiaire de l'étude : conquête et reconquête inachevées, projets industriels et agricoles, théoriquement grandioses et sources de bien-être, ayant lamentablement échoués etc... Ceci ne doit pas faire oublier les réussites, qui existent (Carajas, pétrole d'Urucu) et qui ne sont pas toujours le fait de groupes ou de volontés étrangères. De plus, certaines situations qui peuvent sembler catastrophiques sur le papier sont parfois plus complexes qu'il ne paraît. L'état de Rondonia en est l'illustration.

Dans cette région Nord-Ouest d'Amazonie, la colonisation par l'INCRA a semblé-t-elle totalement échouée, le constat de 1980 parle d'un nombre grandissant de petits exploitants, ou de sans terres, face à des grands groupes aux immenses propriétés. La première des nuances réside dans la réforme agraire qui après les tergiversations de 1964 à la fin des années 80 est enfin lancée, et a déjà permis la redistribution de milliers d'hectares.

Ensuite, il faut absolument se persuader que pour le Brésil en tant qu'état international, la politique des grandes fazendas répond à un souci vital de rentrées de devises. Des petites exploitations produisant les cultures traditionnelles - manioc, cacahuète, coton ou haricot noir - ne sont pas synonymes de gains sur les marchés de l'économie mondiale.

Perdre le statut de PVD passe peut-être aussi par des bouleversements de ce genre, consistant à sortir le pays d'un mode de vie renfermé, à l'agriculture vivrière, vers un style beaucoup plus « agressif » au regard de l'économie mondiale.

Cette étape, nécessaire pour une transformation des structures de pensée des brésiliens eux-mêmes, n'est pourtant guère en vue en ce moment, où l'on constate une recrudescence notoire des luttes locales entre les différentes catégories de professions présentes sur les terres amazoniennes.

Si l'on ajoute à cela les tensions frontalières dues en grande partie aux narcotrafiquants et l'agitation que provoquent les églises « libératrices » dans la région, on comprend que sous l'impulsion des militaires le gouvernement ait décidé de frapper un grand coup.

Ce grand coup c'est le plan Calha Norte (gouttière Nord) que le chapitre suivant abordera. Ainsi, seront présentés : les grandes causes qui ont abouti au lancement de ce projet, puis les modes d'action utilisés et enfin son futur.



Troisième Partie

« La gouttière nord »

A - La croisade christiano-marxiste :

« **Terra de Deus, terra de irmaon** » (« Terre de Dieu, terre de frères »), mot d'ordre de la campagne de la Confédération Nationale des Evêques du Brésil en 1986.

Dans le climat tendu qui agite la région Amazonie, les catégories sociales qui s'affrontent le front, dans la plupart des cas, pour des motifs purement matériels, des problèmes de terres ou d'exploitation de ces terres. Il est un groupe, apparemment loin de telles préoccupations, et qui cependant joue un rôle non négligeable : celui des religieux et notamment des églises « libératrices ».

L'attitude de l'Eglise brésilienne a énormément varié face aux problèmes de terres au cours de deux dernières décennies. Son autorité sur la population s'est trouvée considérablement renforcée par l'arrivée d'un certain nombre de prêtres attirés par les thèses de la rénovation christiano-marxiste.

Traumatisée par la période de collaboration avec l'oligarchie dominante des années 60, dynamisée par la vague révolutionnaire de 1968, l'Eglise s'est définitivement rangée aux côtés du peuple et de l'idéologie progressiste de la Théologie de la Libération, s'engageant ainsi directement dans la lutte pour la terre et la défense des indigènes. Le mouvement est d'ailleurs largement appuyé par l'évêché. La Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB) multiplie ses contacts avec le Nicaragua, modèle christiano-marxiste d'Amérique du Sud, avec Cuba et avec l'ONU et l'UNESCO.

La Théologie de la Libération, fondée sur une relecture de l'Evangile, introduit des concepts marxistes dans l'enseignement traditionnel de la religion catholique. Révélée au monde en 1968, lors de la seconde conférence des évêques d'Amérique Latine à Medellin, en Colombie, cette nouvelle profession de foi a submergé très rapidement le continent depuis vingt-cinq ans. Dorénavant, la révolution armée est légalement reconnue par l'aile progressiste de l'Eglise, qui concilie, sur l'autel, la Bible et la Kalachnikov.

Le CNBB condamne officiellement la propriété terrienne capitaliste, dans un pays où l'on enregistre les plus grands domaines privés agricoles de la planète. Cette prise de position constitue donc un engagement sans appel aux côtés des opprimés.

L'évêque Dom José Gomes, président des Commissions Pastorales de la Terre (CPT), sortes de cellules de base de la nouvelle évangélisation, déclare par exemple, que l'occupation d'une terre non productive par un pauvre relève non seulement de principes de droit humanitaire mais aussi de droit divin.

Ainsi, les paysans sans terres apparaissent comme des envahisseurs légitimes sur les exploitations des propriétaires terriens, et leurs actions contre ces mêmes propriétaires deviennent une nécessité de survie face à la passivité des institutions qui laissent le peuple s'enfoncer de plus en plus loin dans la misère. Le président Sarney, le premier dirigeant démocratique du Brésil après la mort prématurée de Tancredo Neves ⁽¹⁾, s'est vu traité de « fasciste » en 1986 par Mgr Lorcheister, président du CNBB. Malgré l'avis du pape, réprouvant la théologie libératrice en plein essor, la 6ème Rencontre des Communautés Ecclésiastiques de Base (CEB) officialise la légitimité de l'occupation des terres laissées libres par les déshérités, en présence du Prélat de Hollande et de 51 évêques et religieux d'Amérique Latine, des Caraïbes, d'Afrique, du Canada, d'Europe et du secrétaire général du CNBB, Mgr Mendes.

Cependant, l'Eglise brésilienne est loin d'être unanime quant à cette prise de position religieuse. Le cardinal Dom Vicente Scherer accuse les éléments progressistes de créer une situation pré-révolutionnaire en incitant les petits paysans à envahir les terres et à brûler les étapes de la Réforme Agraire. L'archevêque de Porto Alegre, Mgr Colling dénonce la participation de groupes européens qui appuieraient les partisans extrémistes. On assiste malgré ces réactions à une union sacrée des exploitants d'hévéa et des indiens par exemple, menacés par les gros colons pour la possession de leurs terres.

La terre et le sang sont ainsi souvent mêlés en Amazonie et la tendance croissante à la concentration des terres provoque des conflits de plus en plus nombreux. En 1984, on enregistre officiellement 180 morts pour 950 conflits, 298 morts et 38 disparus en 1986. Incendies de baraquements, intimidation ou assassinats de paysans, de religieux ou de leaders indiens deviennent monnaie courante. Là encore, le rôle des militaires et des propriétaires est largement controversé quant à leur participation éventuelle à des actions de représailles envers des paysans sans terres ayant envahi des domaines privés. Une chose est sûre, le nombre de morts n'est pas fait pour impressionner l'opinion publique brésilienne, habituée dans les grands centres urbains à des hécatombes quotidiennes.

Au moment où le gouvernement Sarney relance la Réforme Agraire, en 1985, on assiste à un regain de violence qui met à jour de véritables organisations de tueurs à gages, spécialisées dans les exécutions de petits paysans ou de religieux trop volubiles. La région du « Bico de Papagaio » est, entre autres, tristement célèbre pour le nombre de ces petits paysans (posseiros⁽²⁾) exécutés par des hommes de main de grands propriétaires. Ces pistoleiros⁽³⁾, dont certains sont responsables de la mort de plusieurs dizaines de posseiros sont peu à peu pourchassés et arrêtés par des forces de police ou de l'armée. Le gouvernement central ne peut plus, devant l'ampleur des massacres, se permettre d'ignorer la situation et de fermer les yeux sur la corruption régnant au sein de certains des organes locaux.

(1) Tancredo Neves, élu président le 15 janvier 1985 à la suite de la dictature militaire, est décédé trois mois plus tard de maladie. C'est J. Sarney, le vice-président, qui lui a succédé.

(2) de Posse, qui signifie possession en portugais.

(3) de Pistola, qui signifie revolver en portugais.

Face à la menace de non-application de la Réforme Agraire, les grands propriétaires, les fazendeiros ⁽¹⁾ se regroupent pour leur part en mouvements de défense de leurs intérêts et créent notamment l'Union Démocratique Rurale (UDR) qui nie toute allégeance politique. Les propriétaires s'arment et mettent sur pied leurs propres milices. Les fonds proviennent en grande partie de l'UDR qui relance la campagne contre le CNBB en le tenant pour responsable de certaines invasions de terres « spontanées » par les posseiros.

Cependant, malgré l'intervention de plus en plus fréquente de troupes fédérales, les assassinats et violences diverses se poursuivent et certains n'hésitent pas à parler d'esclavage moderne au sujet des employés des fazendas. Un dicton de la région du Bico de Papagaio prétend encore que la principale cause de « mort naturelle » est à coup sûr... une balle dans la nuque. Ces affirmations diverses, ajoutées aux comptes-rendus constants de nouvelles morts en Amazonie, constituent l'une des raisons fondamentales du plan d'occupation Calha Norte. Faire face au danger d'endoctrinement marxiste des populations par des prêtres un peu trop « libérateurs » et tenter de calmer les conflits locaux qui en découle est donc le premier pilier de Calha Norte.

Les causes des affrontements et règlements de comptes constatés en Amazonie sont multiples, même si des problèmes d'occupation de la terre sont souvent au centre des tensions. Malgré cela, on se rend compte que les motivations diffèrent, et ce sont justement ces différences d'aspirations qui rendent un règlement pacifique très compliqué et provoquent l'intervention du pouvoir central en Amazonie.



B - Gueux et aventuriers :

« Une grande richesse elle nous apporte, mais la tristesse sera plus forte »,
extrait de José Vieira, Mirages de Serra Pelada

En dehors du problème soulevé par les groupes de religieux progressistes et des affrontements entre petits exploitants et posseiros qu'engendrent leurs actions, le gouvernement doit faire face à des querelles multiples et diverses, qui mettent en jeu trois grandes catégories sociales en Amazonie : les seringueiros, les garimpeiros, et les indiens. Ce chapitre présentera donc quelle est l'importance respective de chacune de ces entités et les raisons des différents qu'elles peuvent entretenir les unes avec les autres.

Les indiens sont par définition les premiers habitants de cette zone frontière amazonienne. Massacrés, pourchassés et réduits en esclavage par les colons portugais, le nombre d'indigènes présents en Amazonie a considérablement baissé entre le XVIème et le XVIIIème siècle.

(1) de Fazenda, qui signifie grande exploitation en portugais.

Aujourd'hui, la situation se résume simplement : 220 000 indiens cohabitent avec 140 millions de brésiliens et leur territoire renfermerait des richesses minières estimées à 50 milliards de dollars, soit presque la moitié de la dette extérieure brésilienne.

La politique gouvernementale de non-assistance quasi permanente à ces populations indigènes se heurte dorénavant aux missionnaires progressistes qui veulent l'autodétermination des peuples indiens ; ils sont aidés par un puissant réseau d'information, le CEDI (Centre Œcuménique de Documentation et d'Information) qui, en liaison avec le CONAGE (Coordination Nationale des Géologues) et le CIMI (Conseil Indigène Missionnaire), se battent pour la suppression de l'exploitation minière sur les terres indigènes.

Désireux de changer l'image caractéristique de la politique indienne des gouvernements brésiliens, le cabinet de José Sarney a opté pour l'adhésion à la cause indienne, ouvrant la porte à des critiques notoires au sein même de ses propres ministères, de la part de fonctionnaires installés à des postes à responsabilités par la junte anciennement au pouvoir. En deux ans de présence aux affaires, M. Sarney a fait délimiter plus de territoires indigènes que tout ce qui avait pu être fait sous les présidents précédents : 15 millions d'hectares de 1985 à 1987 contre 12 millions de 1910 à 1985.

Cependant, quel avenir réserver à ces « nations » indiennes ? Pour la Théologie de la Libération, que l'on voit réapparaître ici non plus aux côtés des posseiros mais des indigènes, la voie médiane entre l'intégration et l'isolement reste l'autodétermination. Pour freiner le processus d'intégration préconisé par les institutions Sarney, le CIMI défend sa campagne pour l'autodétermination indienne, appuyé par les chefs traditionnels regroupés au sein de l'UNI (Union des Nations Indigènes). Malgré l'opposition de certains chefs favorables à l'intégration progressive, l'influence du CIMI se fait grandissante et beaucoup sont les indiens qui revendiquent la souveraineté sur leurs terres, un drapeau, une langue officielle reconnue et un siège à l'ONU. La FUNAI (Fondation Nationale pour l'Indien), organe gouvernemental chargé du problème des tribus, combat désespérément cette politique en s'appuyant notamment sur les pasteurs protestants américains.

En 1985, les efforts du CIMI semblent couronnés de succès puisque les Nations Unies se rangent aux côtés des indigènes par une déclaration dans laquelle il est notamment prescrit : « aucun Etat n'exercera de juridiction sur une nation indienne sans en avoir obtenu l'accord et le plein consentement de celle-ci. (...) Les nations indigènes ont droit à l'éducation, à la création d'institutions éducatives et à la négociation avec les Etats dans leurs langues ».

Face au mouvement de solidarité envers les indigènes brésiliens que déclenche dans le monde la déclaration onusienne, la réplique de la FUNAI reste ridicule. Sur le conseil des militaires, le gouvernement tente alors rapidement de limiter les possibles répercussions de cette politique des Nations Unies par la mise en place d'un plan visant à créer des centres pionniers le long des frontières. Au nom de la sécurité nationale et de la défense des intérêts stratégiques, l'hégémonie de la présence missionnaire dans ces régions reculées et peuplées presque entièrement d'indiens est violemment critiquée. C'est ce projet qui porte le nom de Calha Norte ou « gouttière nord » et qui sera analysé par la suite.

Mais avant cela, il convient de s'intéresser un peu plus avant aux deux autres grandes « ethnies » amazoniennes que sont les « garimpeiros » et les « seringueiros ».

Les «garimpeiros», ou chercheurs d'or, constituent les pires ennemis des indiens. Le cliché de la Serra Pelada, mine à ciel ouvert où s'affairent des milliers d'hommes-fourmis le long des pentes boueuses, est l'illustration même de l'aventure et de la tragédie des garimpeiros. Fin 1979, un groupe de ces orpailleurs découvre quelques pépites dans une grotte de la Serra Pelada entre la ville de Marabá et la Serra de Carajás. En trois mois, vingt mille hommes sont à pied d'œuvre. Face à la violence, qui rapidement se développe, le gouvernement envoie des hommes de fer pour faire régner l'ordre dans cette ville-champignon, bâtie à la hâte autour du trou énorme où s'affairent les garimpeiros. Rapidement, 3% des chercheurs d'or possèdent 85% des bénéfices et recrutent de plus en plus d'ouvriers pour les aider dans leur tâche. En 6 ans, cinquante tonnes d'or sont extraites, dont quinze partent en contrebande.

Les explosions de violence, comme en 1987, qui opposent forces de l'ordre et orpailleurs, témoignent des conditions de vie extrêmes auxquelles doivent faire face les ouvriers, mais aussi de leur mécontentement de voir les grandes compagnies minières chercher à s'emparer de la concession.

Finalement, ces garimpeiros sont avant tout des paysans sans terre qui terminent très souvent leur courte vie aussi pauvres qu'ils l'ont commencé. Cependant, pour les indiens ils représentent un danger permanent, comme en témoigne l'exemple des Ianomamis qui, en dix-huit mois, ont vu affluer 30 000 de ces aventuriers sur leur territoire pourtant décrété zone interdite. Les prospecteurs s'installent ainsi, au mépris des lois et des plus petites considérations écologiques, dévastant souvent des pans entiers de forêt et de terres indiennes. On recensait, par exemple, cent dix pistes d'atterrissage non homologuées par le département d'aviation civile en 1990, dans le seul état du Roraima.

Au début de 1989, le regroupement des Ianomamis dans un parc d'une superficie de 25000 km² consacrait la réussite des garimpeiros. Ceci dit, le sort des indiens, dont près de 13% étaient morts depuis 1987 de maladies contractées auprès des orpailleurs, a fini par émouvoir le tout nouveau gouvernement de Fernando Collor de Mello qui ordonne, fin 89, la destruction des pistes clandestines. Cette décision ne rassure pas pour autant les organisations indigénistes qui n'y voient là qu'une manœuvre de politique politicienne.

Le cas des Ianomamis a ouvert une brèche dans cette région, dans laquelle ne manquent pas de s'engouffrer les compagnies minières qui ont appris l'existence de nombreuses ressources souterraines dans tout l'Etat. Les demandes de concessions ont pour but l'établissement d'un nouveau centre baptisé Méridien 62, calqué sur le pôle du Grand Carajás, et couvrant la quasi-totalité des aires indigènes.

Les garimpeiros semblent présents partout sur le territoire amazonien, 14 grandes zones d'orpillage ou 2 millions de km² ont été recensés, et près d'un million et demi de personnes vivent de cette activité. Le danger encouru par les populations indigènes est pourtant parfaitement défini, notamment en matière de contamination des cours d'eau par les rejets de mercure des orpailleurs. Des tribus entières sont déjà touchées et les décrets inapplicables du gouvernement ne sont pas vraiment la solution miracle. Là encore, Calha Norte est peut-être synonyme d'espoir.

Enfin, qu'en est-il des seringueiros, ces exploitants issus d'une autre époque, celle de la gloire amazonienne lors de l'essor du caoutchouc ?

En décembre 1988, Francisco « Chico » Mendes, leader syndical de Xapuri dans l'Etat d'Acre, a été assassiné par les hommes de main d'un fazendeiro voisin. En première ligne sur le front des queimadas, brûlis allumés au cœur de la forêt, l'Acre est en proie aux luttes qui opposent de nos jours ceux qui habitent cette forêt (indiens et seringueiros) et ceux qui voudraient s'en débarrasser (éleveurs et forestiers). Dans cet état, durant les années 70, les seringueiros ont peu à peu réussi à se libérer du véritable joug qui avait opprimé leurs prédécesseurs tout au long de l'histoire du caoutchouc amazonien.

Avec le PIN du général Medici, « le désert occidental se donne aux pionniers de la nouvelle frontière agricole ». Le gouverneur de l'Acre, toujours au nom du développement à outrance, brade des concessions en plein cœur de son état, attirant ainsi avant tout les grandes compagnies alléchées par d'éventuelles possibilités de spéculation foncière. Parallèlement, la SUDAN privilégie la politique dite de « bovinisation », comme nous l'avons déjà vu, avec l'arrivée en masse des fazendeiros. Après l'antagonisme indiens-garimpeiros surgit celui fazendeiros-seringueiros.

Avec l'émergence des grands troupeaux, le plus grand problème que doivent affronter les seringueiros reste, sans nul doute, celui du déboisement. Peu soucieux d'écologie ou simplement de maintien d'écosystèmes, les éleveurs rasant des superficies impressionnantes de forêt. Pour les seringueiros, la situation pourrait se résumer à cela : la valise, pour les favelas (bidonvilles de Rio ou d'ailleurs) ou le cercueil, comme Chico Mendes.

On retrouve ici, dans ce conflit entre propriétaires et seringueiros, un des acteurs du conflit qui opposait (déjà) les propriétaires aux posseiros et missionnaires libérateurs : l'UDR. Pour contrer ce mouvement des grands propriétaires, les seringueiros se regroupent sur le modèle communiste que leur inspirent des partis d'extrême gauche comme le PT (Parti des Travailleurs). Les pratiques expéditives sont de plus en plus à la mode pour régler des différends et les pistoleiros font plus que jamais office de solution, pour en finir avec des seringueiros trop curieux ou trop bavards.

Ces derniers ont finalement créé leur Conseil National des Seringueiros (CNS) qui poursuit le combat de Chico Mendes, décrété « premier martyr de l'Amazonie ». Le but final du CNS est l'acquisition de réserves de collecte, tenant donc compte du particularisme régional de l'Acre. L'idée a fait son chemin depuis la mort de Chico Mendes puisque des réserves de collecte ont été officiellement reconnues par les gouvernements Sarney et Collor dont une de 970 000 ha qui porte le nom du leader assassiné. Le problème reste entier malgré tout, les fazendeiros utilisant toujours la violence et le gouvernement hésitant à se poser en complet défenseur des seringueiros, ce qui se comprend aisément.

Par conséquent, comme ce qui précède le montre, la situation humaine et sociale en Amazonie - un peu à la manière de la situation agricole et industrielle - est loin d'être réjouissante. Pour essayer de relancer le développement de cette dernière frontière que constitue la région Nord du Brésil, le gouvernement a lancé en 1986 l'idée d'un plan de colonisation enclenché sous la houlette des forces armées. Ce plan, qui peut s'expliquer par l'aspect règlement des affaires intérieures amazoniennes, est également prévu afin d'endiguer le flot croissant des échanges à la frontière entre narcotrafiquants brésiliens et leurs voisins ou entre mouvements de guérillas.

Il y a donc plusieurs dimensions à Calha Norte, ce qui provoque bien évidemment des avis les plus partagés quant à son utilité et à son bien fondé.



C - Désert des Tartares ou nouvel élan ?

« Là-bas, dans la plaine du Nord, cet inoffensif fantôme d'armée se déploie ... », Dino Buzatti, Le Désert des Tartares.

Comme on a pu le voir dans l'approche préliminaire, les conditions de vie en Amazonie sont loin d'être satisfaisantes et acceptables pour un gouvernement démocratique. Or, si on ajoute aux tensions internes des menaces extérieures de plus en plus concrètes, on comprend alors aisément que les militaires aient considéré d'un œil inquiet l'évolution de la situation dans cette zone qu'ils tiennent pour particulièrement sensible.

En 1986, le président Sarney lance donc le plan Calha Norte avec pour but ultime de rétablir l'ordre et de relancer le développement sur la frontière amazonienne. Ce projet totalement d'actualité reste un des sujets tabous pour les militaires brésiliens et n'offre guère d'analyses impartiales. C'est pourquoi nous nous emploierons à exposer avant tout les thèses qui s'affrontent, avant de tenter d'en faire une synthèse objective.

Pour certains, la mise en place de Calha Norte est le symbole même de la paranoïa qui agite les généraux brésiliens, mais aussi de leur puissance toujours actuelle au sein des organes gouvernementaux. Il est vrai que depuis le XVII^{ème} siècle, la protection des frontières amazoniennes est une obsession constante, militairement et diplomatiquement parlant pour le Brésil. Il est d'ailleurs frappant de constater combien Calha Norte rappelle le système de fortifications du XVIII^{ème} siècle. Le projet vise à créer tout le long de la frontière un cordon de bases militaires destinées à servir de point de départ à de nouvelles colonies. Son coût initial avoisine les 500 000 dollars.

Les détracteurs de cette ambition gouvernementale lui reprochent de n'être que l'illustration de la volonté des forces armées de vouloir prendre sous leur tutelle la société tout entière. Les raisons évoquées par les militaires sont souvent qualifiées d'affabulations par ceux qui ne voient pas en quoi les guérillas des pays voisins peuvent être déstabilisatrices pour le Brésil. Des journalistes, comme Ricardo Uztarroz de l'AFP, n'hésitent pas à parler de Calha Norte en des termes très durs : « Calha Norte n'est rien d'autre qu'une ligne Maginot en pleine jungle amazonienne.(...) Elle relève d'une conception de la guerre totalement obsolète. D'un point de vue militaire, Calha Norte constitue une absurdité ».

En clair, ce que ses détracteurs reprochent le plus souvent au plan, c'est d'être une mauvaise refonte de la théorie des pôles de développement. Le plus gros problème réside probablement dans la superficie englobée par le projet, 14% du territoire brésilien, pour une bande de 160 kilomètres de large le long des frontières. Ces terres sont surtout peuplées d'indiens, d'où des protestations véhémentes de la part de l'Église face à la mise en place de Calha Norte. Le CIMI parle ainsi d'un « retour au racisme autoritaire et ethnocide des auteurs de la politique indigéniste des années 70 ».

Face à ces critiques acerbes, le plan a également ses défenseurs, en la personne des militaires bien entendu, mais aussi de divers observateurs qui soutiennent les affirmations des forces armées pour justifier le projet. Des sources diplomatiques françaises parlent par exemple de menaces de plus en plus palpables pour les autorités brésiliennes contre la souveraineté nationale. Ces menaces sont avant tout de deux ordres :

- trafics en tous genres : la police fédérale, trop faible en effectifs, ne peut contrôler efficacement les frontières, et donc la recrudescence de trafics divers. Orpaillage illégal, contrebande et narcotraffic sont devenus monnaie courante. L'incapacité de ces autorités locales à juguler ce type d'activités conduit, sans nul doute possible, à une violation de la souveraineté du pays. De plus, il semble confirmé que le Brésil est devenu un pays producteur, en Amazonie surtout, en ce qui concerne le coca. Le danger de la drogue aux frontières est réel. En effet, les succès anti-trafiquants dans les pays voisins étant de plus en plus nombreux, les survivants pourraient être attirés vers des zones, pour l'instant, plus calmes.

- les pays du « Premier Monde » ⁽¹⁾ : souvent consommateurs de la drogue produite ou en transit en Amazonie, ces pays font pression pour pouvoir intervenir directement contre les trafiquants, sur le territoire brésilien. C'est le cas typique des Etats-Unis. Par ailleurs, les troupes américaines stationnées dans des pays limitrophes sont perçues comme ayant une double vocation : lutte contre la drogue, mais aussi bases avancées vers le Brésil.

Enfin, l'action des organisations internationales complète ce bilan des menaces à affronter : l'action de l'ONU pour promouvoir la nation indienne pourrait avoir pour conséquence de limiter encore la souveraineté nationale sur des territoires qui regorgent de richesses diverses. L'équipement, par ailleurs, de certaines missions religieuses étrangères laisse rêveur : avions, moyens radio, moyens de prospection, voire armement. De plus, la pression exercée au cours de la conférence RIO 92 sur le Brésil reflète bien l'hypocrisie de ces pays du « Premier Monde » qui condamne le PVD qu'est le Brésil, mais qui sont libres, de leur côté, de poursuivre leur industrialisation et l'exploitation polluante des ressources.

Ceci dit, la menace d'intervention militaire étrangère semble peu probable et sert surtout de justificatif aux crédits militaires. Mais les menaces indirectes présentées ci-dessus sont beaucoup plus réelles et justifient, à elles seules pour le gouvernement, le lancement de Calha Norte.

Finalement, après avoir vu combien le projet de José Sarney soulève les passions, il convient maintenant d'analyser quelles en sont ses composantes. Les actions à mener en réponse aux menaces examinées jusqu'ici s'inscrivent dans un double cadre, Calha Norte et SIVAM-SIPAM (Système de Surveillance de l'Amazonie et Système de Protection de l'Amazonie). En ce qui concerne le premier cadre, il est clairement défini : l'armée, grâce à des sections de jungle, a pour mission de préparer le terrain pour une colonie éventuelle par un ensemble d'actions :

- assistance aux populations déjà sur place ;
- construction et réparation d'infrastructures ;
- mise en œuvre de chantiers d'habitation ;
- fourniture d'énergie électrique ;
- recherches biologiques.

(1) R. Uztarroz, Amazonie, la foire d'empoigne, Collec. Autrement, HS 49, octobre 1990.

A ce projet est associé le côté défense et protection du territoire sous les sigles SIVAM-SIPAM. Le système est destiné à améliorer les conditions de vie, à réprimer les actions économiques illégales et à protéger l'environnement. Le succès de ce projet permettrait alors de valoriser l'action des institutions publiques et des efforts consacrés à l'Amazonie, évitant ainsi le gaspillage actuel. La partie surveillance de SIVAM-SIPAM a surtout été confiée à l'Armée de l'Air et reste très technique.

On constate alors que le plan Calha Norte n'a rien de spécifiquement militaire dans ses objectifs officiels et c'est précisément le discours des chefs. En avril 1991, le ministre de l'Armée de Terre du moment, interrogé par les députés sur un incident de frontière ayant opposé des guérilleros colombiens et des militaires brésiliens, rappelle que « Calha Norte n'est pas par essence un projet militaire mais plutôt une tentative destinée à augmenter la présence brésilienne dans la région, à développer les relations bilatérales avec les pays voisins, à étendre l'infrastructure routière et à renforcer l'action des organes de police, de justice mais aussi des impôts, par exemple ».

Ce ministre, le général Tinoco, défend la position de l'Etat-Major brésilien en répondant de façon très nette aux différents groupes qui veulent faire passer Calha Norte pour une manœuvre politique : « la vérité, c'est que seul l'armée possède les structures nécessaires pour lancer un tel projet ». Il confirme par-là que Calha Norte revient naturellement aux forces armées qui, elles, ne cherchent pas à faire de profit. Les militaires préparent en fait le terrain pour des colons à venir, en leur installant les infrastructures nécessaires à la vie dans ces régions.

Ceci est extrêmement bien illustré par la composition des sections dites de « frontière », composées d'environ 70 hommes parmi lesquels on trouve de nombreux spécialistes (médecins, dentistes, conducteurs), plus à l'image d'une de nos anciennes sections administratives coloniales que d'une troupe de maintien de l'ordre. Les patrouilles de renseignement, qu'effectuent sur leurs territoires ces sections, leur permettent ensuite de transmettre les cas de violations des lois à la police fédérale ou au bataillon de frontière, unité créée pour lutter contre les narcotrafiquants ou les abus des garimpeiros.

Quel avenir se profile maintenant pour Calha Norte ? Laisse en sommeil entre 1986 et 1993, le plan a été relancé en 1994 sous l'impulsion du nouveau président Itamar Franco. Un des freins au projet a longtemps été l'accusation, portée par plusieurs groupes de pression, de collusion entre le pouvoir central de Brasilia et les prédateurs de la forêt amazonienne, comme les garimpeiros. Les défenseurs de cette thèse assuraient que le gouvernement avait senti dans le développement de l'orpaillage un moyen de poursuivre sa politique d'expansion à tout prix. Ces « révélations » n'ont jamais pu être démontrées et les autorités de Brasilia se sont toujours défendues en prétendant qu'elles étaient les premières intéressées par la cessation des activités frauduleuses des chercheurs d'or.

Ce volet de la question étant a priori évacué, les perspectives futures pour les acteurs de Calha Norte se trouvent réduites à deux sujets épineux : le contexte international et le problème indien. Le « lobby » militaire essaie de tirer profit de la révision constitutionnelle pour que soit remis en cause le statut des indiens. Deux axes d'effort sont suivis : réduction de la superficie des réserves et négation de l'existence de « nations » indiennes.

La justification à la réduction des domaines réservés est l'anticonstitutionnalité de leur positionnement. En effet, selon les lois, la bande de 150 kilomètres de large le long de la frontière voit son occupation et son utilisation soumise à législation (article 20, alinéa 2).

De plus, un autre article précise que l'aliénation ou la concession d'une partie du domaine public supérieure à 25 000 hectares doit être soumise à approbation du Congrès National (article 49, alinéa 17) ce qui n'a jamais été fait pour les réserves, qui excèdent pratiquement toute cette superficie. Le vœu des militaires est d'obtenir l'amputation, au minimum, de la bande frontalière des 150 kilomètres.

Enfin, les forces armées insistent sur le danger que fait peser le narcotrafic sur les indigènes et la possibilité qu'ils puissent être récupérés par ces narcotrafiquants comme une formidable « masse de manœuvre ». Ils soulignent également la volonté d'acculturation de ces indiens qui devrait permettre, à terme, de modifier leur statut de tutelle pour un statut de citoyenneté à part entière. Cette question des lois sur les peuples indigènes est donc le premier grand défi des militaires pour l'avenir de Calha Norte. Il explique peut-être pourquoi la démarcation des réserves, qui devait être terminée en 1993 et aurait rendu difficile la remise en cause des superficies, n'a pas été réalisée.

Le deuxième point délicat à régler réside dans le contexte international du plan « gouttière nord » et plus particulièrement dans les tensions qu'il peut faire surgir en Amérique Latine. En effet, les pays voisins du Brésil voient d'un œil inquiet la mise en place du plan se faire progressivement. Ils expliquent pour leur part que le Brésil, pays tiraillé par la pauvreté, cherche à insuffler une politique visant à étendre ses frontières au sein de l'arc amazonien. La pression se ferait surtout sentir aux frontières avec la Colombie, le Venezuela, le Guyana et le Surinam, pays qui ont délaissé leurs zones frontalières amazoniennes.

Pour les voisins du Brésil, le problème se pose en termes inverses : ils n'ont pas de politique amazonienne, pas d'argent à investir dans ces régions reculées et surtout personne à y envoyer. En août 1993, le Venezuela a décidé la construction de cinq Bases de Protection Frontalière dans l'Etat vénézuélien limitrophe du Roraima. Cependant, leur efficacité est quasi nulle. De leurs côtés, les autres pays n'ont guère réagi ce qui provoque le pessimisme le plus complet de certains journalistes, comme ce correspondant d'une revue espagnole à Bogota qui parle de Calha Norte en ces termes : « la volonté politique et les moyens mis à la disposition de la réalisation de ses objectifs par le Brésil ne souffrent guère de réplique. Il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, de stopper l'avance du colosse ».

Les hommes de Brasilia se sont toujours défendus d'avoir des visées expansionnistes sur l'arc amazonien, même si elles sont inscrites dans la doctrine de Sécurité Nationale et il semble compréhensible que les problèmes intérieurs soient déjà suffisamment préoccupants.

Ceci dit, la dernière frontière amazonienne est maintenant livrée à la garde des hommes de Calha Norte qui relancent donc ce vieux rêve de colonisation de la forêt tropicale. Le projet n'est probablement pas la meilleure des solutions aux troubles divers et de toutes natures qui agitent cette région. Cependant, ce plan permet d'ores et déjà aux forces armées de faire face à la recrudescence de nouvelles menaces en Amazonie qui dépassent le cadre national pour mettre en jeu la souveraineté brésilienne. Les installations futures seront peut-être un facteur de stabilité et un rempart à la convoitise internationale sur la forêt d'émeraude.



CONCLUSION

Entre 1541, première expédition vers l'Amazonie et l'an 2000 avec ses patrouilles fluviales dans le cadre de Calha Norte, la région Nord du Brésil ne semble pas avoir changé véritablement de visage. La nature est toujours cet Eldorado paradisiaque qui peut se transformer brusquement en enfer vert ; les nouveaux colons de la police fédérale doivent affronter les nouveaux «sauvages» que sont les garimperos.

La même violence a traversé les siècles. Aujourd'hui cependant, à l'époque des marchés et des entreprises, l'Amazonie est considérée autrement par la plupart des pays qui s'y intéressent.

La terre inexplorée qu'il convenait de coloniser pour affirmer l'unité du pays au temps des premiers dirigeants modernes, est maintenant la terre menacée qu'il faut récupérer à ses saccageurs. La région perdue, sans intérêt, où seuls les fous tentaient leur chance, est devenue une des régions les plus importantes au monde en terme de concentration minière pour tous les industriels internationaux.

Ainsi, le « lobby » militaire brésilien n'est pas totalement condamnable dans sa volonté de préserver pour le Brésil cette région peu développée. Il le devient lorsqu'il cherche à donner cet élan par une exploitation à outrance des ressources ou par des alliances douteuses.

Cependant, Calha Norte est symptomatique d'une volonté de sauvetage d'un territoire livré aux convoitises diverses. Eliminer le fléau de l'orpaillage sauvage, intégrer les indiens et assurer la sûreté des frontières face aux puissances étrangères sont des objectifs louables, voire peut-être fondamentaux pour le Brésil.

Encore faut-il espérer que le gouvernement saura juger durement et sévèrement les responsables de malversations ou de violations des lois en Amazonie, afin de mettre fin à toute accusation de collusion avec les fossoyeurs de la région. Ensuite, les militaires toujours présents dans les organes dirigeants du pouvoir, doivent avoir en tête les termes du projet tel que le définissait le général Tinico et laisser de côté pour un temps les écrits de Golbery.

Un minimum de bonne volonté de la part de toutes les parties en cause, mais surtout une amélioration notable de la situation générale du pays, devraient permettre de régler le problème amazonien. La dernière frontière peut être sauvée, à condition que cela soit fait de façon raisonnée, organisée et mesurée, afin de prendre en compte les aspirations, toutes légitimes, des acteurs du feuillet amazonien.



ANNEXES



Carte générale du Brésil



La forêt tropicale d'Amazonie



La forêt pluviale



Hautes terres brésiliennes

ANNEXES



L'organisation de la conquête
(Atlas historique, Georges Duby, Larousse 1992)

ANNEXES



L'indépendance
(Atlas historique, Georges Duby, Larousse 1992)

ANNEXES

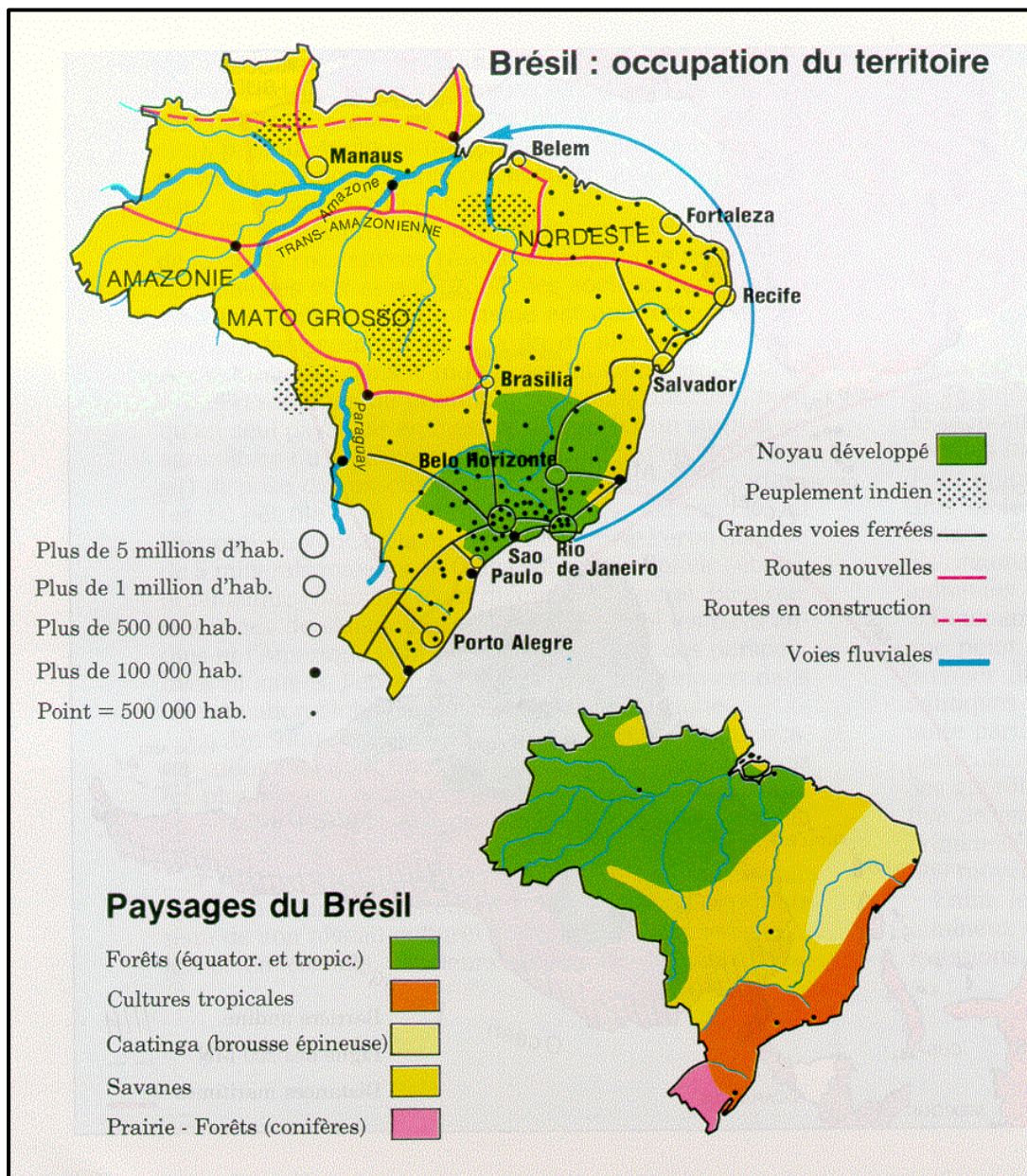


Formation des états d'Amérique latine
(Atlas historique, Georges Duby, Larousse 1992)

ANNEXES

	1981	1989	1991
Maïs	6%	6%	5%
Manioc	20%	20%	20%
Soja	17%	23%	15%
Sucre	8%	7,5%	8%
Bovins	7%	8%	8%
Porcins	5%	6%	6,5%

Etain	1 ^{er} rang mondial	16%
Fer (minéral)	2 ^e rang mondial	16%
Bauxite	4 ^e rang mondial	10%
Manganèse	3 ^e rang mondial	8%



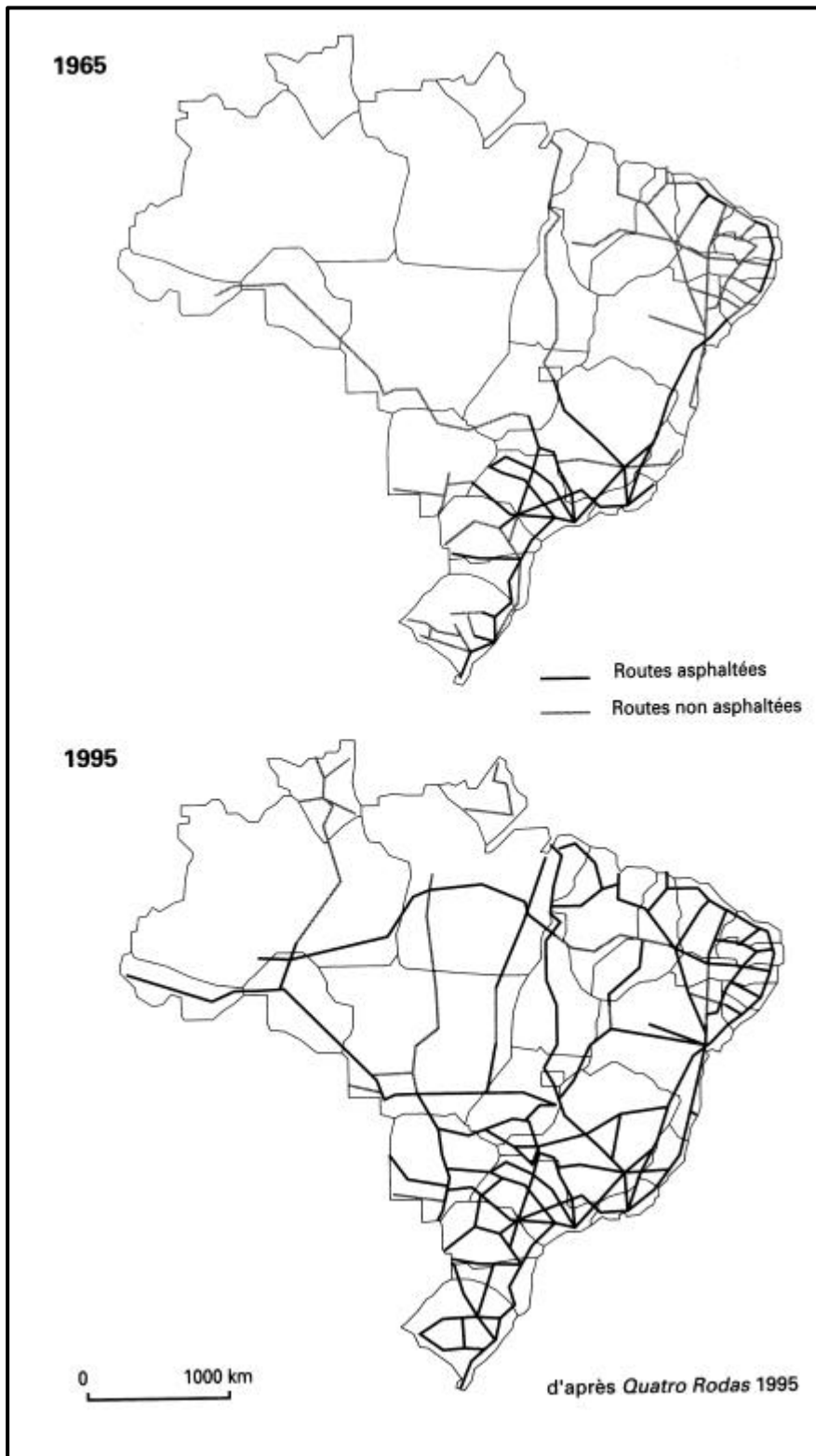
Occupation du territoire
(Atlas stratégique, Gérard Chaliand et J.P. éditions Complexe 1994)

ANNEXES



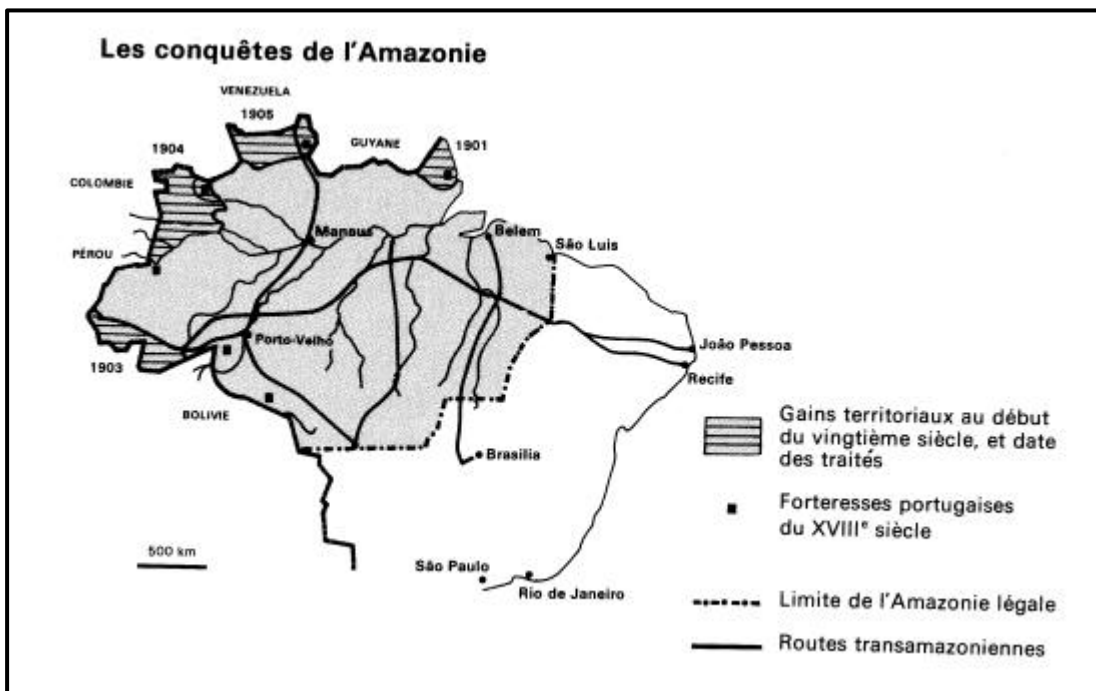
Le Brésil et ses ressources
(Atlas stratégique, Gérard Chaliand et J.P. éditions Complexe 1994)

ANNEXES

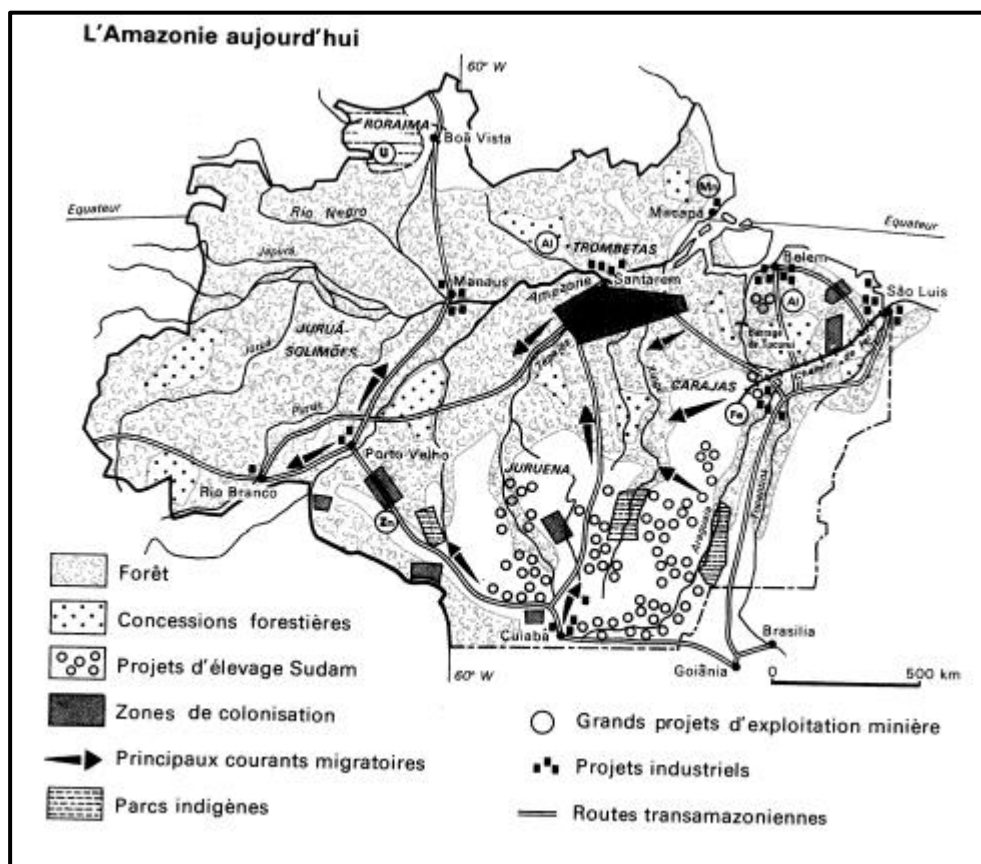


Le réseau routier
(Le Brésil, Hervé Théry, éd. Masson, 1995)

ANNEXES

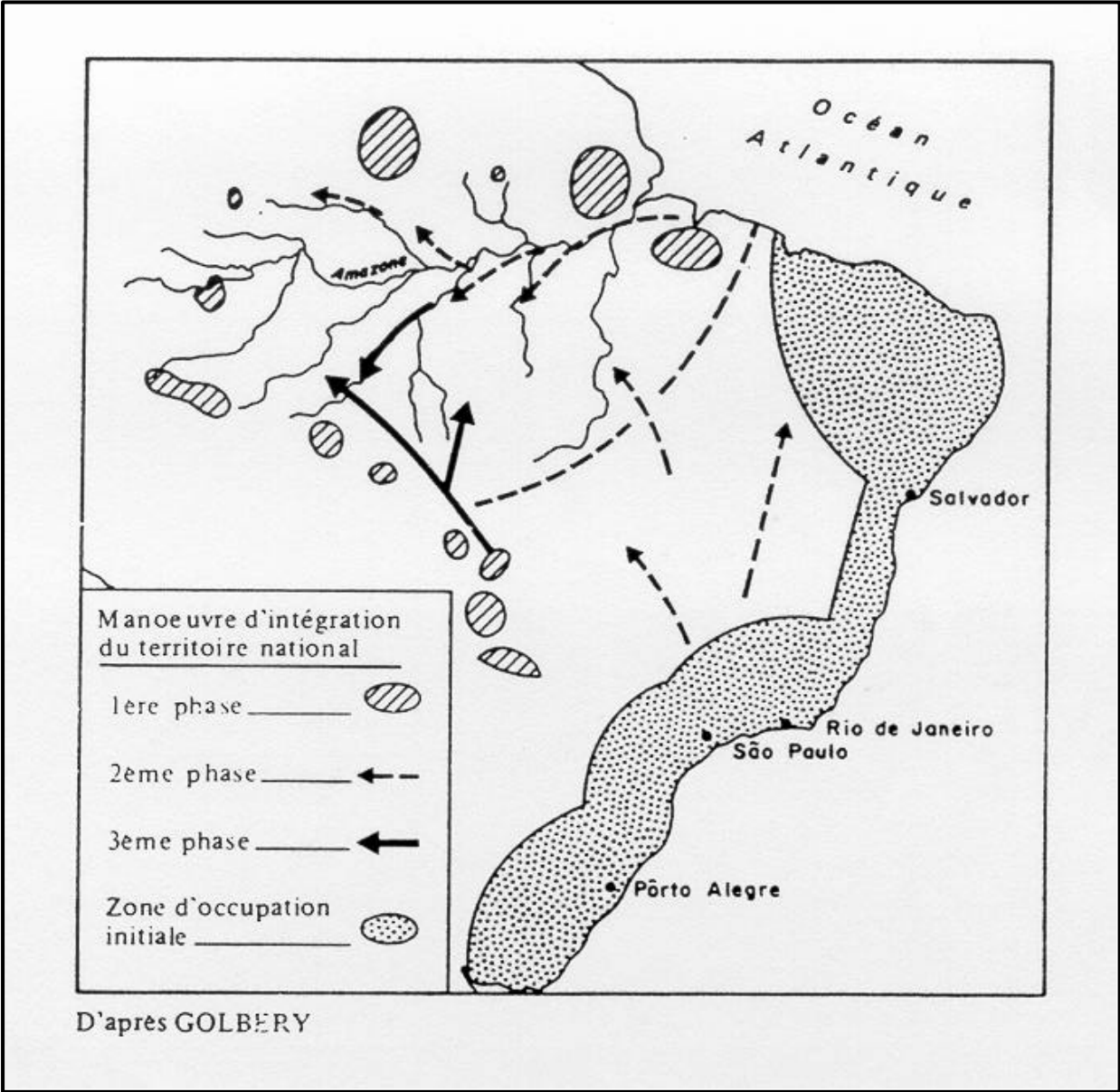


Les conquêtes de l'Amazonie
(Le Brésil, Hervé Théry, éd. Masson, 1995)



L'Amazonie d'aujourd'hui
(Le Brésil, Hervé Théry, éd. Masson, 1995)

ANNEXES



Manoeuvre d'intégration du territoire nationale (d'après Golbery)
(Le Brésil, Hervé Théry, éd. Masson, 1995)

ANNEXES

Les troupes spéciales de frontières

1/ Mission :

S'exerçant principalement en Amazonie, elle s'inscrit dans la double finalité du projet Calha Norte :

- assurer la sécurité aux frontières ;
- favoriser le développement régional par la mise en place d'infrastructures de base.

2/ Emploi :

- Au titre de la sécurité :

Les unités de frontières sont placées sur les itinéraires d'accès au territoire, qu'elles sont chargées de surveiller et de contrôler (contre les mouvements de guérilla et les trafiquants).

Ces unités (du niveau de la section, en général) disposent de postes de surveillance et effectuent des patrouilles en forêt et fluviales. Une patrouille est constituée par 4 hommes accompagnés d'un éclaireur-guide indien, tous en civil. Elle recherche le renseignement pendant 2 à 3 jours. Ces patrouilles sont en général peu « profondes » (étant donné l'immensité du territoire). Elles s'effectuent à pieds en s'appuyant sur les villages indiens rencontrés. Une fois acquis le renseignement, c'est la police fédérale qui assure l'intervention. S'il s'agit d'éléments armés, c'est l'élément d'intervention du Bataillon de Frontière qui agit.

- Au titre du développement :

Chaque section de frontière est chargée de mettre en place l'infrastructure nécessaire au développement ultérieur de la région. Ainsi, l'Unité de Frontière constitue, à l'image d'un « pôle de développement », le noyau d'une future agglomération. Dans le plan de chaque section figure : une école, une cité-cadres, une infirmerie, une zone industrielle, une zone rurale ainsi qu'un « pavillon des services tiers » qui renferme les bureaux de la Police Fédérale, des P. et T., d'une agence bancaire et du Bureau de la FUNAI (organisme chargé de la protection des Indiens).

3/ Les personnels :

- Les cadres (Officiers et Sous-Officiers) :

Tous volontaires, leur séjour normal est de 2 ans, Ils reçoivent une prime spéciale et peuvent choisir leur affectation suivante. Ces unités sont interarmes, mais en fait la majorité des cadres appartient à l'Infanterie. Leur mission quotidienne est comparable à celle des unités de jungle ; en général, les cadres ont suivi le stage du Centre d'Instruction de Guerre de Jungle de MANAUS.

- Les personnels appelés :

Tous les appelés sont des indiens recrutés localement après une visite médicale et un test de langue portugaise.

Après une période d'instruction de base de 2 mois au siège du Bataillon, ils rejoignent pour 10 mois les unités sur la frontière, en général dans les régions dont ils sont originaires.

4/ Les unités :

4.1./ Le Bataillon spécial de Frontière :

D'un effectif de 700 à 800 hommes, son P.C. en général éloigné de la frontière, est à la fois PC du bataillon et Commandement de Frontière. Il constitue l'embryon d'un futur PC de Brigade. Il dispose :

- d'une Compagnie de Commandement et des Services ;
- d'une Compagnie d'Infanterie de Jungle (effectif : 180) comme unité d'intervention ;
- d'une Compagnie de Frontière dont l'effectif est fonction du nombre de sections qui lui sont rattachées.

4.2./ La Section de Frontière (détachée) :

Effectif : environ 70 hommes (5/10/55). Pion de base sur la frontière, elle comprend :

- 5 Officiers :
 - 1 Lieutenant, Chef de Section ;
 - 1 Lieutenant, Officier Adjoint ;
 - 1 Médecin Aspirant ;
 - 1 Dentiste Aspirant ;
 - 1 Pharmacien Aspirant.
 - parfois, on trouve un Vétérinaire (contrôle de la viande).
- les Sous-Officiers sont souvent originaires de l'Amazonie et possèdent une grande expérience de la vie en forêt.
- parmi les Militaires du Rang, une vingtaine sont des indiens effectuant le Service Militaire et sont recrutés sur place. Le restant est constitué d'engagés, particulièrement des spécialistes : conducteurs, cuisiniers, infirmiers.
- matériels : la Section ne dispose que d'armement léger (PA, PM, fusils). En général les Sections ne disposent pas de véhicules organiques. Celles qui sont situées près des rivières disposent d'embarcations rapides à moteur pour effectuer les patrouilles fluviales ainsi que d'embarcations locales type pirogues pour transporter le matériel.
- soutien logistique : les approvisionnements lourds arrivent par voie fluviale ou aérienne. Les denrées périssables sont acheminées par avion (chaque Section a un terrain sommaire à proximité).

4.3./ Articulation et implantation :

Il y a 6 Bataillons Spéciaux de Frontière et 2 Compagnies de Frontière autonomes.

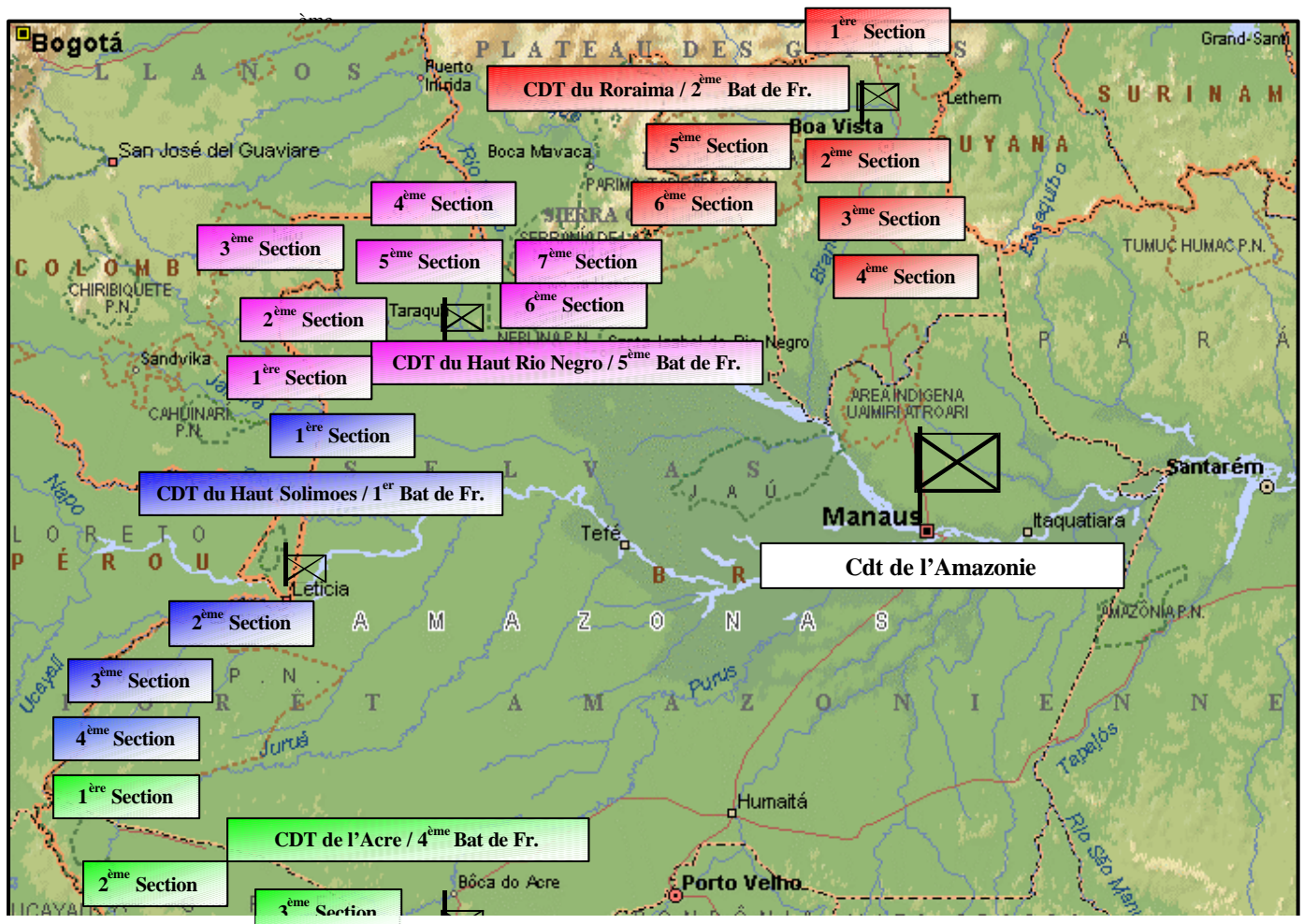
- *Commandement Militaire de l'Amazonie (PC MANAUS) :*

- 1^{er} Bataillon Spécial de Frontière / Commandement de Frontière du HAUT SOLIMOES (PC : TABATINGA / AM) :
 - 1^{ère} Section à PALMEIRA DO JAVARI / AM ;
 - 2^{ème} Section à IPIRANGA / AM ;
 - 3^{ème} Section à VILA BITTENCOURT / JAPURA / AM ;
 - 4^{ème} Section à ESTRADA DO EQUADOR / AM.

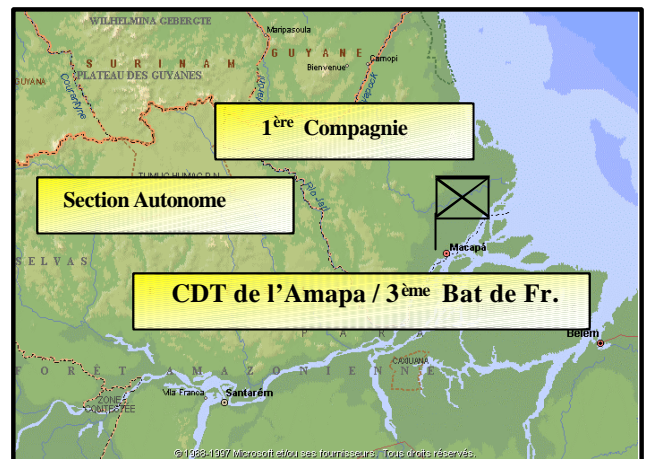
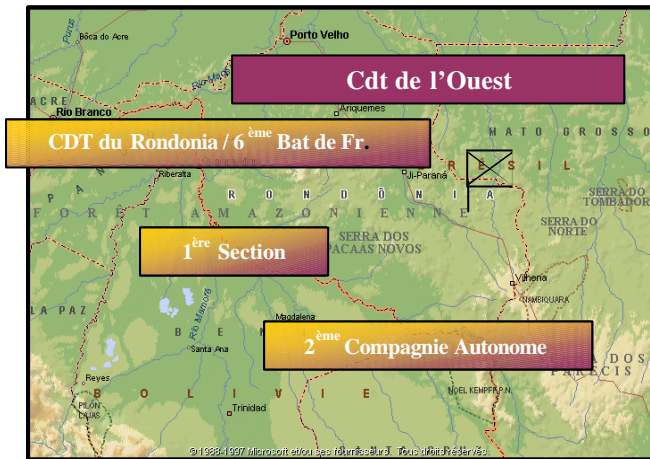
- 2^{ème} Bataillon Spécial de Frontière / Commandement de Frontière du RORAIMA (PC : BOA VISTA / RR) :
 - 1^{ère} Section à BONFIM / RR ;
 - 2^{ème} Section à NORMANDIA / RR ;
 - 3^{ème} Section à la Borne BV-8 (RR) ;
 - 4^{ème} Section à SURUCUCU / RR ;
 - 5^{ème} Section à AURAIAS / RR ;
 - 6^{ème} Section à ERICO / RR.

- 3^{ème} Bataillon Spécial de Frontière / Commandement de Frontière de l'AMAPA (PC : MACAPÁ / AMAPÁ) :
 - 1^{ère} Compagnie de frontière à CLEVELANDIA DO NORTE (AMAPA) ;
 - Section autonome à TIRIOS (PA).

- 4^{ème} Bataillon Spécial de Frontière / Commandement de Frontière de l'ACRE (PC : RIO BRANCO / ACRE) :
 - 1^{ère} Section à BRASILIA / ACRE ;
 - 2^{ème} Section à ASSIS BRASIL / ACRE ;
 - 3^{ème} Section à PLACIDO DE CASTRO / ACRE.



Implantation dans les Etats de : AMAZONAS, ACRE et RORAIMA



Implantation dans l'Etat du RONDONIA

Implantation dans l'Etat de l'AMAPA

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

L'année stratégique 2000, sous la direction de Pascal Boniface, éd. Michalon, 1999.

Atlas historique, Georges Duby, éd. Larousse, 1992.

Atlas stratégique, Gérard Chaliand, éd. Complexe, 1994.

Dictionnaire de stratégie militaire, Gérard Chaliand, éd. Perrin, 1998.

Dictionnaire de géopolitique, sous la direction de Yves Lacoste, éd. Flammarion, 1995.

Ouvrages spécifiques :

Le Brésil, Hervé Théry, éd. Masson, 1995.

Brésil, Dominique Camus, guide Arthaud, 1996.

Le Brésil, Raymond Pebayle, éd. « Que sais-je ? », 1992 .

Amazonie : la foire d'empoigne, R. Uztarroz et J.J. Sevilla, éd. Autrement, HS n° 49, 1990.

Fronts et Frontières, M. Foucher, éd. Fayard.

Uma geopolitica pan amazonia, Général Meira Mattos, Biblioteca do Exército, 1981.

Conjuntura Política Nacional, Général Golbery, éd. José Olympio, 1981.